

Quelle transition pour le Mali ? Les maliens
n'ont pas voix au chapitre !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2020

686

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Concertations Nationales Les propositions du M5-RFP



Concertations nationales : Les Maliens vont-ils
s'entendre ?



Le M5-RFP et les Concertations Nationales :
Quand Issa Kaou Djim pète les plombs !



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Concertations Nationales : Les propositions du M5-RFP	P.4
Brèves	<p>Crise politique : La question du statut de la personne qui conduira la transition divise les maliens P.18</p> <p>Échec du pouvoir d'IBK : « Ce n'est pas que l'échec d'IBK tout seul, c'est notre échec », dixit Bocar Tréta P.18</p> <p>Grogne sociale : Sit-in du Comité syndical du CICB contre le non-paiement des salaires des employés P.19</p> <p>Concertations Nationales : Et les partis politiques ? P.19</p> <p>COMMUNIQUÉ CONJOINT YELEMA_PACP P.19</p> <p>Mali : Trois morts dans une attaque contre l'armée P.20</p> <p>Tambacounda (Rép Sénégal) : 15 Candidats Au Bac Envoyés En Prison Pour Tricherie Via Whatsapp P.20</p> <p>Diplomatie : Marque de la solidarité de la Turquie au Mali P.20</p>	
Actualité	<p>Zone de Manantali du Mali : La campagne agricole promet P.22</p> <p>Mali / L'ancien ministre Moustapha DICKO aux putschistes : "si vous aimez le Mali, n'entendez pas les sirènes" P.23</p>	
Politique	<p>Mali : De l'illégalité et de l'illégitimité de l'Acte fondamental N°001/CNSP du 24 AOUT 2020 P.26</p> <p>Imam Dicko : "Les maliens doivent s'approprier leurs problèmes" P.27</p> <p>Concertations nationales : Les Maliens vont-ils s'entendre ? P.28</p> <p>Le M5-RFP et les Concertations Nationales : Quand Issa Kaou Djim pète les plombs ! P.30</p> <p>Quelle transition pour le Mali ? Les maliens n'ont pas voix au chapitre ! P.31</p> <p>Dr Aly Touunkara, sur la transition : " Il faut vraiment préparer les esprits à des périodes de calvaires" P.33</p>	
Culture & société	L'astrologue Moussa Fomba annonce les événements de 2021 : « Cette année, la gestion des dépôts de transit et final d'ordures engendrera des soulèvements populaires à Bamako » P.36	
International	<p>Présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire : " Ces élections auront lieu à la bonne date et nous ne transigerons pas là-dessus", assure Sidi Touré, porte-parole du gouvernement P.37</p> <p>Nigeria : La fin du carburant subventionné suscite des inquiétudes P.38</p>	
Sport	Championnat national du Mali : Le CLCM demande l'annulation de la compétition P.39	



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Concertations Nationales : Les propositions du M5-RFP

Adoptées depuis le 28 août dernier, si l'on s'en tient à la date au bas du document, les propositions du M5-RFP sur la gestion de la Transition démocratique au Mali viennent d'être dévoilées à la veille de débats cruciaux sur le sujet.

Cette publication intervient au moment où beaucoup de maliens s'interrogeaient sur le rôle que jouerait ce regroupement aux concertations nationales surtout après les couacs et impairs du premier jour.

En effet, ceux qui se sont rendus au Centre International des Conférences de Bamako (CICB) ont été quelque peu surpris par les affrontements qui se déroulaient à son entrée principale. Renseignements pris, es échauffourées mettaient aux prises des jeunes du M5-RFP interdits d'accès à la salle à des agents des forces de sécurité qui n'ont pas hésité à utiliser contre eux des grenades lacrymogènes. Les jeunes ne pouvaient pas comprendre et refusaient d'accepter qu'après avoir joué les premiers rôles pour la démission de IBK, ils sont traités comme des oranges pressées bons pour la poubelle alors que s'ou-

vraient devant eux des boulevards aux anciens dignitaires de IBK. Ils ont tenu bons malgré la répression et ont finalement obtenu leur sésame pour accéder à la salle de délibération. Il se dit que le Comité stratégique du mouvement n'a pas apprécié le sort que les organisateurs voulaient réserver aux jeunes et qu'il l'a fait savoir.

A delà, le choix des partis politiques sur la base de la représentativité au sein de l'Assemblée nationale dissoute a profondément déçu et irrité toute la classe politique. Était-ce là

une tentative de réhabiliter les soutiens de IBK, un amateurisme sans nom du CNSP ou encore des peaux de banane glissés sous les pieds des militaires par des agents du ministère de l'Administration territoriale et de la présidence de la République chargés de l'organisation des concertations ?

Le M5-RFP semble-t-il a aussi mal ressenti l'absence totale de toute référence à sa lutte voire à son existence, y compris de l'imam Mahmoud aussi bien par le protocole, le président du CNSP lui-même que dans les documents. Heureusement qu'en fin de journées, tous les groupes de travail avaient corrigé cette faute.

Malikilé s'est procuré les documents produits par le M5-RFP pour ses lecteurs

■ Moctar SAOW



Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

CADRE DE GESTION DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE AU MALI

I. Introduction

La chute du régime de M. Ibrahim Boubacar Keïta, Président de la république démissionnaire, est la conséquence de sa gestion chaotique des affaires de l'État, de la gouvernance oligarchique et ploutocratique installée et entretenue par IBK et sa famille, reposant essentiellement sur la corruption, le clientélisme et le détournement systématique des biens et autres avoirs publics.

A ce contexte déjà difficile d'un Mali confronté à la crise sécuritaire, politique, sociale et économique la plus grave et la plus dangereuse de son histoire contemporaine, est venue se greffer une menace existentielle majeure qui, sans solutions véritables, pourrait conduire à l'implosion du pays et à son émiettement en des entités territoriales incontrôlées.

Face à ce constat unanimement partagé par la grande majorité de la population, un large front s'est constitué, rassemblant des forces politiques, sociales et religieuses, au sein du Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). L'objectif visé est d'engager un combat pacifique pour l'avènement d'un Mali nouveau, avec comme exigence première la démission du Président de la République et de son régime.

Le Peuple a dû résister aux pressions tous azimuts de la CEDEAO et d'une partie de la Communauté internationale, à travers différentes missions de haut niveau déployées visiblement pour protéger le régime IBK, et leur demander de s'impliquer aux côtés du Peuple pour aider à engager le Mali sur la voie de la sécurité, de la paix et de la prospérité socioéconomique, à travers une gouvernance responsable et vertueuse.

Le M5-RFP a mené cette lutte à travers les Citoyens vivant au Mali que dans la Diaspora, par des manifestations publiques et des actions de désobéissance civile, qui ont fini par venir à bout du pouvoir en place, en dépit des actes de répression ayant causé au moins vingt-trois morts et des centaines de blessés lors des journées des 10, 11 et 12 juillet 2020, tous victimes de la barbarie meurtrière du régime IBK, qui a mobilisé la Force spéciale antiterroriste (FORSAT) contre les manifestants aux mains nues, dans les rues, domiciles et lieux de culte.

Aussi, justice doit être rendue contre les auteurs, commanditaires et complices des tueries et exactions commises à Sikasso, Kayes et Bamako, les cas de harcèlements et d'intimidations contre les responsables syndicaux membres proches du M5-RFP doivent prendre fin, et tout doit être entrepris pour la libération immédiate de l'Honorable Soumaïla Cissé victime d'enlèvement depuis plusieurs mois.

Assurément, la chute du régime du Président Ibrahim Boubacar Keita par l'intervention d'officiers constitués en Comité National de Salut du Peuple (CNSP), lors des événements du 18 août 2020, est le parachèvement de la lutte patriotique du Peuple malien mobilisé au sein du M5-RFP. La mobilisation et les sacrifices consentis par ses militants ont ouvert la voie.

Cette victoire doit être considérée comme une opportunité permettant de créer les conditions de la poursuite de l'objectif principal du M5-RFP, à savoir, la refondation du Mali, au cours de la Transition pour la refondation du Mali. En effet, très souvent, les fuites en avant nous ont conduit à adopter des demi-mesures de circonstances qui échouent à traiter les vrais problèmes de l'Etat et de la Nation et à offrir des solutions structurelles globales.

D'ailleurs, cette dynamique a été confirmée par le Comité National de Salut pour le Peuple (CNSP) qui a expressément annoncé sa volonté d'accompagner une Transition politique civile.

Les enjeux de la période de transition politique envisagée portent sur les points d'insatisfactions majeures auxquelles des solutions durables doivent être apportées. Il s'agit en l'occurrence de trouver des réponses aux

questions de paix et de sécurité, de corruption, d'impunité dans la gestion publique, d'accès des populations aux services sociaux de base sur toute l'étendue du territoire national, de crise économique et d'amélioration des conditions de vie des populations, de restauration de la démocratie républicaine et de l'Etat de droit, de légitimité des élus et de redevabilité des dirigeants, d'équilibre des pouvoirs et de saine distribution de la justice, etc.

A cet égard, il est attendu de la Transition que soient entreprises dans les meilleurs délais, les réformes nécessaires pour doter le pays des instruments juridiques, politiques et administratifs indispensables pour parvenir à une meilleure gouvernance électorale en vue de l'organisation d'élections apaisées, transparentes et dont les résultats seront au-dessus de tout soupçon de tripatouillage.

Pour y parvenir des consultations entre les forces vives du pays autour du M5-RFP et le CNSP doivent permettre de convenir du cadre juridico-institutionnel, des missions, organes, durée et mécanisme de suivi-évaluation de la Transition, sur la base d'une Feuille de route assortie d'un chronogramme afin de parvenir à la stabilisation du pays, et d'enclencher un processus de réformes institutionnelles et de gouvernance vertueuse, pour la refondation de l'Etat et la restauration d'une démocratie républicaine.

De même, un des paramètres fondamentaux de la réussite de la Transition, est la tenue d'Assises nationales pour la refondation dans les meilleurs délais sur la base des consultations communales, locales régionales et de District enrichies par les conclusions issues des différents cadres de dialogue ou des propositions diverses, pour faire « l'état de la Nation ».

Ce sera l'occasion de « redonner la parole au Peuple dans sa diversité » et de « décider en toute souveraineté » des conditions et exigences du rétablissement du processus démocratique et de la description de la nouvelle architecture institutionnelle, le tout fondé sur nos valeurs et réalités nationales (sociales, sociétales, politiques, économiques, culturelles, et culturelles), mais aussi aux exigences géopolitiques et stratégiques du moment.

II. Charte de la Transition

Définir les termes d'un accord politique (Charte de transition) pour organiser une période transitoire avec la volonté consensuelle des forces vives de la Nation pour concilier les institutions constitutionnelles actuelles avec des organes pertinents de la Transition.

- ✓ Préambule fera référence à la lutte du M5-RFP parachevée par le CNSP ;
- ✓ Inclure les avancées des tentatives de révision (discrimination positive pour les femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap, etc. ; organe unique de régulation de la communication ; prorogation délai garde à vue pour des faits de terrorisme...) ;
- ✓ Les Organes et Institutions :
 - le Président de Transition, Chef de l'Etat ;
 - le Gouvernement de Transition (18 à 25 membres);
 - le Conseil Législatif de Transition (100 membres) ;
 - la Cour Suprême ;
 - la Cour Constitutionnelle (reconfigurée) ;
 - la Cour des comptes (Obligation communautaire);
 - le Haut Conseil Consultatif (fusion CESC et HCC qui seront supprimés);
 - l'Organe de Gestion du Mécanisme de Veille de la Transition (25 membres).
- ✓ Les dispositions finales et transitoires.

III. Organes et Mécanismes de la Transition

A. La Conférence des Forces vives

La Conférence des Forces vives a pour vocation d'asseoir un consensus populaire pour un changement véritable et le plus inclusif possible aussi bien catégoriel, social que territorial. Ce consensus se fera autour de la vision partagée d'un nouveau Mali symbolisée par la lutte du M5-RFP et du CNSP et les paramètres d'une Transition réussie, sur la base d'une feuille de route arrêtée par la Conférence des forces politiques et sociales.

Au terme de cette Conférence, les Maliens disposeront d'un projet commun de transition et partageront une volonté commune de poser les jalons d'un véritable et profond changement pour un Nouveau Mali.

B. Le Président de la Transition, Chef de l'Etat

Le Président de la Transition remplit les fonctions de Président de la république, Chef de l'Etat. Il veille au respect de la Constitution et de la Charte de la transition.

Ses pouvoirs et prérogatives seront définis par la Charte qui pourrait renvoyer à celles de la Constitution du 25 février 1992 à l'exception de ceux incompatibles avec la conduite de la Transition.

La désignation d'une personnalité respectée et respectable en qualité de Président de transition, sera fait par le M5-RFP et le CNSP.

C. Le Gouvernement de Transition

Constitué sur la base de valeurs et critères redonnant confiance aux Citoyens, le gouvernement devra essentiellement assurer la continuité régalienne de l'Etat, les urgences, les actions prioritaires pour résorber les crises et conduire les réformes structurelles nécessaires au redressement du pays conformément à la feuille de route arrêtée par la Conférence des forces politiques et sociales.

Le gouvernement établira un agenda découlant de ladite feuille de route et de toutes autres actions relatives au redressement de l'Etat, à la gouvernance ...

Le Gouvernement sera composé de 18 à 25 ministres maximum.

D. Le Conseil Législatif de Transition (CLT)

C'est un organe doté des prérogatives, missions et attributions de l'Assemblée nationale notamment de voter les lois et de contrôler l'action gouvernementale.

Il sera constitué sensiblement de 100 membres en tenant compte de toutes les sensibilités de la Nation : classe politique, la société civile, les forces de défense et de sécurité, les leaders d'opinion, autorités traditionnelles et religieuses, les syndicats, les organisations socioprofessionnelles, les mouvements signataires de l'Accord et toutes autres forces vives pertinentes, etc.

E. Les Assises Nationales pour la Refondation,

Préparées et conduites par un Comité de pilotage, les Assises nationales pour la refondation permettront à toutes les Maliennes et à tous les Maliens où qu'ils se trouvent, de convenir en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, du Mali qu'ils veulent bâtir à moyen et long termes et d'en être les principaux acteurs. Elles porteront sur l'ensemble des sujets d'intérêt national, l'Etat, la justice, l'éducation, la défense et la sécurité, la santé, les ressources, le monde rural, la culture, la modernité, la Démocratie et la République...

Les Assises nationales pour la refondation permettront :

- De disposer de propositions endogènes et partagées pour engager les réformes institutionnelles, politiques, administratives, économiques et sociales indispensables à la sécurité, au développement, à la croissance, et à la modernité du Mali ;
- De relégitimer l'Etat et d'adopter un nouveau contrat social ;
- De convenir d'une vision des territoires, leur réorganisation administrative et leur aménagement équitable et prévisible ;
- D'adopter un agenda malien de sortie de crise structurelle et durable.

Aussi, les Assises nationales et tous les organes doivent tenir compte des nécessités de grande efficacité technique et qualitative, mais aussi des impératifs d'inclusivité et de promotion du genre, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap.

IV. Missions et Mandat de la Transition

La Transition aura pour mandat d'exécuter les missions à décliner en actions urgentes et en actions prioritaires, comme suit :

- Le gouvernement devra essentiellement assurer la continuité régalienne de l'Etat, des services sociaux de base aux citoyens (denrées de première nécessité, santé, école, eau, électricité, sécurité urbaine et interurbaine des personnes et des biens, etc.) ;
 - Des dispositions à prendre pour diligenter le jugement des crimes de sang de répressions des manifestations pacifiques, des dossiers de corruption et de détournements de fonds publics ;
 - Un pacte pour la stabilité sociale, la sécurité, la croissance et le développement incluant le respect des textes relatifs au droit et à la liberté syndicale, à la justice sociale aux engagements entre les parties ;
 - Une Feuille de route de refondation de l'Etat, de la réconciliation nationale, de sauvegarde de la démocratie, de l'unité nationale, de la paix et de la cohésion sociale, assortie d'un chronogramme précis, à l'issue de concertations nationales ouvertes à toutes les forces vives de la Nation ;
- 1- Une lutte implacable et irréversible contre la corruption, la mauvaise gouvernance, la gabegie financière et toutes les autres formes de délinquance financière avec la récupération de tous biens détournés et des poursuites judiciaires contre tous les auteurs de ces crimes :
- Auditer les finances publiques et parapubliques ;
 - Auditer nos cadastres domaniaux et miniers, les Institutions de la république, les grandes administrations, les projets sectoriels et tracer les flux financiers (EPICs, EPAs : EDM, PMU, CMDT, etc.) ;
 - Assainir la gestion des affaires publiques pour amélioration des conditions de vie des personnes ;
- 2- La sécurisation de l'ensemble du territoire par nos Forces de défense et de sécurité appuyée par nos partenaires et le règlement définitif de la crise au nord et au centre du Mali :
- Doter nos forces de défense et de sécurité de moyens modernes et adéquats ;
 - Déployer nos Forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
 - Prendre des initiatives courageuses pour circonscrire la situation au Centre, en faisant une déclaration plus forte tranchant avec l'instrumentalisation des conflits aux relents intercommunautaires et les approches de mauvaise gestion de la question du Centre ;

- Mettre en place un plan d'actions pour le retour effectif des citoyens déplacés et réfugiés.
- 3- Une relecture consensuelle et une appropriation nationale de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger pour une mise en œuvre efficiente :
 - Relire l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger ;
 - Mise en œuvre diligente et de bonne foi de l'Accord ;
- 4- Le parachèvement de la réforme du secteur de la sécurité.
- 5- Des initiatives fortes et inclusives en vue de la cohésion et de la réconciliation nationale.
- 6- L'adoption d'une nouvelle Constitution :
 - Parachever et adapter toutes les réformes politiques, institutionnelles, électorales, administratives innovantes et adaptées ;
 - Proposer les points à modifier dans la constitution du 25 février 1992 ;
 - Tenir un référendum de révision constitutionnelle dans le respect de l'article 118 de la Constitution ;
- 7- Instituer un nouveau système de gouvernance électorale et réadapter la réorganisation territoriale :
 - Procéder à la relecture de la loi électorale ;
 - Créer et opérationnaliser un Organe unique et indépendant de gestion des élections ;
 - Refondre et assainir le fichier électoral, et envisager l'inscription volontaire sur le fichier électoral ;
 - Réadapter et opérationnaliser la réorganisation territoriale et administrative ;
 - Organiser des élections transparentes, crédibles et apaisées ;
- 8- L'adoption de réformes économiques et financières robustes.
- 9- Rénovation du cadre politique et institutionnel du Mali (partis politiques, institutions, décentralisation, ...) pour la Refondation de l'Etat :
 - Lancer les bases solides de la refondation de l'État malien ;
 - Auditer notre système judiciaire ;
 - Résoudre la crise de l'école et préparer l'année scolaire à venir ;
 - Repenser le système de santé publique et instituer une politique cohérente de lutte contre les maladies endémiques et pandémiques (paludisme, COVID-19, maladies diarrhéiques et infectieuses, etc.) ;
- 10- L'organisation des élections communales, locales, régionales, législatives et présidentielles transparentes avec une Administration neutre et la mise en place subséquente des nouvelles Institutions.

V. L'Organe de Gestion du Mécanisme de Veille de la Transition

Un Organe de Gestion du Mécanisme de Veille de la Transition sera chargé de veiller sur l'orientation, le contrôle et le suivi-évaluation de la feuille de route et du programme d'actions, sur la base d'une évaluation semestrielle à travers des procédures établissant les paramètres scientifiques et pratiques adaptées.

Il sera composé majoritairement des Forces du changement (M5-RFP et CNSP), par des personnalités politiques, des Forces armées et de sécurité, des représentants de la société civile, des syndicats, des organisations socioprofessionnelles, des mouvements signataires de l'Accord et toutes autres forces vives pertinentes, etc., en impliquant les acteurs nationaux et la Communauté internationale.

Ledit Organe composé sensiblement de 25 membres sera dirigé par un Président, désigné par le M5-RFP et le CNSP.

VI. Durée de la Transition

Dans le profond souci d'éviter de dévier le travail de refondation de l'Etat du Mali, et au regard de la complexité, de la gravité et de la profondeur structurelle de la crise malienne, de l'importance des réformes politiques et institutionnelles à conduire, des exigences procédurales et des impératifs de temps liés aux différents processus de leur adoption imposent nécessairement une durée nécessaire de la Transition.

En raison de tout ce qui précède, la durée de la Transition sera entre dix-huit (18) et vingt-quatre (24) mois.

Bamako, le 28 Août 2020

Pour le Comité Stratégique du M5-RFP

Cheick Oumar SISSOKO

Issa Kaou N'DJIM

Choguel K. MAIGA

FEUILLE DE ROUTE DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE AU MALI**Missions et Mandat de la Transition**

La Transition aura pour mandat d'exécuter les missions à décliner, suivant un chronogramme précis, en actions urgentes et en actions prioritaires, comme suit :

- Œuvrer à la sécurisation de l'ensemble du territoire par nos Forces de défense et de sécurité appuyée par nos partenaires et au règlement définitif de la crise au nord et au centre du Mali ;
 - Assurer la continuité et la présence de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et offrir aux citoyens les services sociaux de base (denrées de première nécessité, santé, école, eau, électricité, sécurité urbaine et interurbaine des personnes et des biens, etc.) ;
 - Redresser l'Etat et poser les bases de sa Refondation ;
 - Contribuer à la restauration de la République et la Démocratie ;
 - Œuvrer à l'effectivité et à la préservation de la souveraineté sur l'ensemble du territoire national ;
 - Instituer les bases d'une gouvernance vertueuse et responsable ;
 - Mettre en œuvre une Feuille de route de refondation de l'Etat, de sauvegarde de la démocratie, de la réconciliation nationale, de l'unité nationale, de la paix et de la cohésion sociale, à l'issue de concertations nationales ouvertes à toutes les forces vives de la Nation, et assortie d'un chronogramme précis :
- 1- Une lutte implacable et irréversible contre la corruption, la mauvaise gouvernance, la gabegie financière et toutes les autres formes de délinquance financière avec la récupération de tous biens détournés et des poursuites judiciaires contre tous les auteurs de ces crimes :
 - Auditer les finances publiques et parapubliques ;
 - Auditer nos cadastres domaniaux et miniers, les Institutions de la république, les grandes administrations, les projets sectoriels et tracer les flux financiers (EPICs, EPAs : EDM, PMU, CMDT, etc.) ;
 - Assainir la gestion des affaires publiques pour amélioration des conditions de vie des personnes ;
 - 2- La sécurisation de l'ensemble du territoire par nos Forces de défense et de sécurité appuyée par nos partenaires et le règlement définitif de la crise au nord et au centre du Mali :
 - Doter nos forces de défense et de sécurité de moyens modernes et adéquats ;
 - Déployer nos Forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national ;
 - Prendre des initiatives courageuses pour circonscrire la situation au Centre, en faisant une déclaration plus forte tranchant avec l'instrumentalisation des conflits aux relents intercommunautaires et les approches de mauvaise gestion de la question du Centre ;
 - Mettre en place un plan d'actions pour le retour effectif des citoyens déplacés et réfugiés.
 - 3- Une relecture consensuelle et une appropriation nationale de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger pour une mise en œuvre efficiente :
 - Relire l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger ;
 - Mise en œuvre diligente et de bonne foi de l'Accord ;

- 4- Le parachèvement de la réforme du secteur de la sécurité.
- 5- Des initiatives fortes et inclusives en vue de la cohésion et de la réconciliation nationale.
- 6- L'adoption d'une nouvelle Constitution :
 - Parachever et adapter toutes les réformes politiques, institutionnelles, électorales, administratives innovantes et adaptées ;
 - Proposer les points à modifier dans la constitution du 25 février 1992 ;
 - Tenir un référendum de révision constitutionnelle dans le respect de l'article 118 de la Constitution ;
- 7- Instituer un nouveau système de gouvernance électorale et réadapter la réorganisation territoriale :
 - Procéder à la relecture de la loi électorale ;
 - Créer et opérationnaliser un Organe unique et indépendant de gestion des élections ;
 - Refondre et assainir le fichier électoral, et envisager l'inscription volontaire sur le fichier électoral ;
 - Réadapter et opérationnaliser la réorganisation territoriale et administrative ;
 - Organiser des élections transparentes, crédibles et apaisées ;
- 8- L'adoption de réformes économiques et financières robustes.
- 9- Rénovation du cadre politique et institutionnel du Mali (partis politiques, institutions, décentralisation, ...) pour la Refondation de l'Etat :
 - Lancer les bases solides de la refondation de l'État malien ;
 - Auditer notre système judiciaire ;
 - Résoudre la crise de l'école et préparer l'année scolaire à venir ;
 - Repenser le système de santé publique et instituer une politique cohérente de lutte contre les maladies endémiques et pandémiques (paludisme, COVID-19, maladies diarrhéiques et infectieuses, etc.) ;
- 10- L'organisation des élections communales, locales, régionales, législatives et présidentielles transparentes avec une Administration neutre et la mise en place subséquente des nouvelles Institutions.

*

Jeune Afrique

Le Mouvement du 5 juin, qui a été à l'avant-garde de la contestation contre le président Ibrahim Bou-bacar Keïta et considère que la junta a parachevé sa lutte, s'est-il fait voler la victoire ? Entre les deux, le débat sur la forme que doit prendre la transition se fait âpre.



Officiellement, ils n'ont aucun contact. Mais en coulisses, un canal de discussions existe bien entre le président ivoirien Alassane Ouattara et son prédécesseur Laurent Gbagbo.



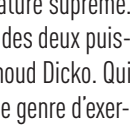
Bacary Camara

MODIBO KONE serait le candidat de la CMAS, au poste de Premier ministre de la Transition.

Un choix qui risque de faire voler en éclats la fragile entente qui règne déjà au sein de la nébuleuse M5-RFP.

Selon une source proche du mouvement de rue M5-RFP, c'est l'ancien PDG de la CMDT, Modibo Koné qui est le favori de la CMAS, pour être le premier ministre de transition. Contrairement aux rumeurs en cours, le président du MPR, Dr Choguel Kokalla Maïga n'est ni intéressé par le fauteuil de président de la transition, ni celui du premier ministre. Son ambition serait bien (le conditionnel étant de rigueur) de succéder au président IBK à la tête de la magistrature suprême. Pour cela, il compterait bien s'appuyer sur le soutien des deux puissants chefs religieux Bouyé Haidara, et l'Imam Mahmoud Dicko. Qui ne sont pourtant pas à leur première occasion dans ce genre d'exercice.

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement



« On ne fait pas des révolutions, on fait des décisions »

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

« superstitieux » aux idées bien évanescentes au point de perdre toute lucidité critique dans l'analyse des principales forces politiques en présence dans notre pays. Car il serait vraiment illusoire, quelque soit la nature de la transition, qui sera mise en place, de faire élire un candidat- fut-il le meilleur patriote du pays-- aux prochaines élections présidentielles, sans qu'il ne soit pas issu des trois grandes formations traditionnelles de notre pays (Adema, RPM, URD). Cessons donc de rêver debout !

C'est une grosse erreur d'analyse de croire que le RPM va subir le même sort que le PDES, ce parti fantôme créé pour soutenir les actions du président ATT et n'a pu rien faire ensuite pour arrêter la fuite des militants et cadres envers d'autres formations plus attrayantes de la place. Le sacre triomphal d'IBK avait sans doute permis au RPM, qui n'était plus devenu que l'ombre de lui-même en une puissante formation-phare du pays. Une parfaite alchimie s'est vite opérée au sein de ce parti. A défaut d'être Roi , à cause d'inextricables problèmes de leadership qui risquent d'hypothéquer ses chances, d'hériter du fauteuil présidentiel, Le RPM sera indubitablement le principal faiseur de rois , au cours des prochaines élections présidentielles. Nous sommes en politique ou les amis d'aujourd'hui ne sont pas forcément ceux de demain, mais il serait vraiment insensé et impensable de croire que le parti des tisserands va soutenir un certain Choguel kokalla Maïga.

B.CAMARA/Le Phénix



Seydina Abass Drame

Peu importe votre choix pour diriger la transition. Nous, peuple du Mali reste debout à jamais pour la patrie.



« On ne fait pas des révolutions, on fait des décisions »

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement

Le président du MPR Choguel K. Maïga serait-il devenu si subitement



Ag Attaher Mossa
@AttaherMossa

L'#éducation offre la meilleure chance aux enfants pr une perspective d'avenir. Celle-ci ne devrait pas être un privilège mais un droit pour tous les enfants, dont ceux de l'Azawad. La crise actuelle offre l'opportunité d'accroître l'accès aux services de base dans tout le pays.



Plus d'un demi-million d'enfants ne sont pas scolarisés dans le nord du Mali. Cela représente plus de 80% d'enfants privés d'école et le taux le plus élevé du pays.

Tom Prod



Les Artistes du Mali sont représentés par les Artistes du Mali le 10, 11 et 12 au CICB à Bamako. Merci au CNSP pour les cartes d'honneurs, rendez-vous avec l'histoire de la culture malienne. Les experts de la Culture malienne et Tom Production le créateur d'émotion.



RFI Afrique



La junte malienne divise désormais le M5-RFP (Mouvement du 5 juin- Rassemblement des forces patriotiques), le mouvement de contestation qui a participé à la chute du régime IBK. L'organisation de la transition est la pomme de la discorde. Au sein de la junte, certains, mais pas tous, souhaitent ouvertement qu'un militaire la dirige. Des concertations nationales sont prévues pour ce jeudi 10 septembre.



Plusieurs candidats déclarés de l'opposition ont déposé un recours devant le Conseil constitutionnel qui doit valider les candidatures. Ils souhaitent qu'il déclare inéligible Alassane Ouattara à la présidentielle du 31 octobre. La Constitution ivoirienne limite le nombre de mandats présidentiels à deux, mais selon le camp présidentiel, l'adoption d'une nouvelle loi fondamentale en 2016 a remis les compteurs à zéro.



À un peu plus de 48 heures de la clôture du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle du 18 octobre en Guinée, le chef de file de l'opposition Cellou Dalein Diallo a confirmé, ce dimanche 6 septembre, sa participation au scrutin. Ancien Premier ministre et chef de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), Cellou Dalein Diallo a également annoncé son intention de continuer à se battre contre un troisième mandat du président sortant Alpha Condé.



Ibou SY



#URGENT Communiqué de Presse N°008/AMDH sur la crise Socio-politique du Mali: La lutte contre l'impunité doit être au cœur d'une transition civile Bamako- le 10 Septembre 2020 : L'AMDH appelle à une transition civile plaçant au centre des priorités la lutte contre l'impunité et des réformes institutionnelles et législatives qui garantissent l'État de droit et le renforcement de la démocratie au Mali.

Le 18 août 2020, la crise sociopolitique a pris une nouvelle tournure du fait d'une mutinerie survenue au camp Soundiata Keita de Kati, laquelle s'est muée en coup d'État et a conduit à l'arrestation du Président de la République, du Premier ministre et de plusieurs autres personnalités politiques et militaires. Selon les sources hospitalières, quatre (4) personnes ont trouvé la mort et plusieurs blessées dans cet événement. Dans la nuit du 18 au 19 août 2020, le Président de la République a annoncé sa démission ainsi que la dissolution de l'Assemblée nationale et du Gouvernement. Un Comité national pour le salut du peuple (CNSP) dirigé par le Colonel Assimi GOÏTA a été mis en place.

Le 1er septembre 2020, l'AMDH a été reçue par le CNSP à Kati et les discussions ont porté sur l'organisation des concertations nationales et sur la situation des droits humains des personnalités en détention à Kati. «Si nos organisations n'ont toujours pas été autorisées à rendre visite à ces détenus, elles demandent au CNSP de mettre fin à leurs détentions illégales soit en les libérant ou en judiciarisant leurs dossiers si une base raisonnable de poursuite existe, tout en garantissant l'intégrité physique et morale de toutes les personnes arrêtées», a déclaré Me Moctar MARIKO, Président de l'AMDH.

Les 5 et 6 Septembre 2020, a commencé à Bamako et dans des capitales régionales la première partie de la concertation nationale sur la transition qui se poursuit depuis ce matin-10 septembre pour aboutir à un consensus sur les modalités pratiques de la transition. Il s'agirait de «définir sur les grands axes, de s'accorder sur la feuille de route et les critères d'animation des instances à mettre en place» «Le transfert du pouvoir au civil à travers la désignation d'un Président de transition et la mise en place d'un gouvernement de mission doit être le leitmotiv d'une telle concertation au même titre que la conduite des réformes inclusives et profondes dans un délai raisonnable pouvant garantir l'organisation d'élections libres et démocratiques», a déclaré Me Moctar MARIKO, Président de l'AMDH.

L'instauration de la paix au Mali ne sera uniquement possible qu'après l'instauration d'un gouvernement civil et d'un engagement fort de celui-ci en faveur du renforcement de la lutte contre l'impunité comprenant la traduction des auteurs de violations graves des droits humains et de la corruption devant la justice.

L'AMDH réitère ses recommandations comme suit :

Nous invitons les acteurs socio-politiques à privilégier une transition civile pour une durée raisonnable permettant la réalisation des réformes institutionnelles et électorales dans le but de tenir des élections crédibles et apaisées ;

Nous exhortons le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP)

à accepter le transfert du Pouvoir à un gouvernement civil consensuel;

Nous invitons la CEDEAO à privilégier le dialogue en évitant des sanctions aggravant la situation humanitaire du Mali ;

Nous exhortons les acteurs internationaux impliqués à soutenir les besoins du peuple malien, ainsi que la poursuite de la recherche de la vérité et de la justice pour les victimes y compris celles des récents événements.

Fait à Bamako, le 10 Septembre 2020

Me Moctar MARIKO

Président de l'AMDH

+223 76 42 35 70

Sputnik France



Éric Zemmour: «Mon premier réflexe est de défendre la Russie [...] je suis pour l'alliance russe. Je pense que c'est l'allié qui serait le plus fiable, plus que les Américains, plus que les Allemands, plus que les Anglais»



Al Imam



Si le M5-RFP avait pris position pour une Transition Militaire, les déçus auraient pris position pour une Transition Civile.

Fabou Kante



CONCERTATIONS

Bon ! Comme ça commence avec des gaz lacrymogènes, cela prouve la détermination des acteurs du changement contre ceux de la restauration peut être. Nous sommes entrain de nous amuser avec le feu...

Président du Mouvement Tabalé

Membre fondateur du Mouvement Espoir Mali KOURA (EMK)

Touré Abdoul Karim



Ce n'est pas une question de refondation dont il s'agit au Mali.

C'est une quête de légitimité personnelle et d'attaques de haine, nées d'une frustration populaire, qui également assortie d'une architecture politico-mafieuse, couplée de passe passe et d'humiliation.

Le Mali se limite à Bamako, mais on s'en fout, parce que l'intérêt ne se situe pas à ce que le reste du Mali devient, mais à la condition qu'on parvienne à se placer ou se repositionner dans un jeu de duperie.

Ce sont des mains invisibles qui financent les soulèvements et les manifestations à hauteur de millions. Ces mains invisibles attendent des retours sur investissement et ou continuent de saboter toute tentative qui va à l'encontre de leurs investissements.

Des pseudo intellectuels, sont lancés sur les plateaux des radios et télévisions pour instrumentaliser et diviser l'opinion publique avec la bénédiction de bouches invisibles qui trouvent leur compte dans ce jeu de manipulation.

Il faut paraître, toujours paraître pour maintenir les projecteurs et le fond des des préoccupations populaires au second degré.

On parle de personne, et si ce n'est pas les anciens qui sont accusés pour créer de la visibilité à une jeunesse utilisée et malmenée, on parle de militaires pour diriger parce qu'on ne voudrait pas voir certaines têtes. Certains qui ont insulté la CEDEAO hier, se repositionnent avec la même CEDEAO, parce que leurs intérêts sont les mêmes concernant le statut de qui doit diriger la transition.

On parle également d'union sacrée, tout en poussant certains à humilier d'autres. Ainsi la scène se transforme à une situation où il faut tuer l'autre pour exister. Une déconstruction qui n'a pas encore fini son évolution et qui est perçue comme une voie de reconstruction. Ainsi va ce qui reste du Mali d'aujourd'hui...

Touré Abdoul Karim



#Je_suis_Le_Mali 🇲🇱 🇲🇱 🇲🇱



Après les 5 véhicules de l'Etat remis par Yaya Sangaré, un autre ministre #Hamadou_KONATÉ bat le record en remettant 8 véhicules qui étaient à sa disposition.

👉 Pire c'était le Ministre de la solidarité.

Source : #NCC

19:55 ✓

Samerou Diallo



La #FemmeLeader du Jour est Coumba Bah ! Coumba est dirigeante de MUSOYA SARL, une firme de prestation de services, spécialisée dans la Communication, l'événementiel et les services de Concierge. Activiste et engagée, elle a un intérêt particulier pour les questions relatives aux droits des femmes et de la jeune fille. Elle a initié la plateforme GE-MACO - Génération Malienne Consciente et l'Association SOS Démocratie en 2012. Membre de plusieurs commissions techniques, Coumba a aussi été Jury et mentor de plusieurs programmes, tels que 'Demisew Joyoro', 'Mali Dambé', l'Instant Thé, WomanTech-Mackers, l'Association des Jeunes Filles de la Société Civile et des Parties Politiques.

A l'heure actuelle, son combat pour l'égalité porte sur « la sensibilisation surtout celle des hommes. Pour une société à dominance patriarcale comme le Mali, il est impératif d'inclure et de faire adhérer nos frères, fils concitoyens et époux à la lutte des inégalités spécifiquement celles à l'endroit des femmes et des filles. »

Sa vision pour les femmes du Mali ? « Que chacune d'entre nous soit

libre dans sa peau comme dans son for intérieur. Que nous soyons toutes libres de vivre pleinement notre potentiel sans aucune discrimination, ni comparaison, ni complexe. Que chaque femme puisse comprendre que dans la solidarité et l'union nous avons chacune nos désirs et besoins spécifiques. Et le vrai épanouissement, à mon avis serait de réaliser et vivre ce désir. »

Pour elle, quel rôle revient aux femmes leaders ? « Qu'elles montrent le bon exemple, qu'elles servent de modèle, quelles débroussaillent et pavent la voie ! »



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO



Nous n'avons pas mener la lutte pour le pouvoir, mais pour le changement.

Les maliens doivent se mettre ensemble pour la Refondation de notre pays. Imam DICKO.

Que les maliens mettent à terre leurs divergences. Mahmoud Dicko

"Je ne suis pas un Roi ni Un faiseur de Roi. C'est DIEU qui fait et défait les Rois". Mahmoud Dicko

IL FAUT SE PARDONNER, MAIS LE PARDON N'EXCLUT PAS LA JUSTICE. Imam DICKO

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Crise politique : La question du statut de la personne qui conduira la transition divise les maliens



Faudrait-il est un civil ou un militaire ? Cette question sur le statut de l'homme providentiel est en train de prendre plus de poids qu'il n'en faudrait. Les questions principales sur les priorités et sur la durée sont reléguées en arrière-plan pendant que la menace d'accroître les sanctions par la CEDEAO plane comme une épée de Damoclès sur le Mali. A mon sens, si les maliens parviennent à trouver un consensus au tour des questions essentielles, ils pourront faire fléchir la position des Présidents des pays membres de la CEDEAO. Ces derniers ne pourront pas –en tout cas ne devront pas– aller à l'encontre d'une décision issue d'un large consensus. Le faisant ils font une interprétation littérale des textes et trahissent leur esprit. J'estime que cette transition devrait néanmoins être dirigée par un civil sur une durée de 12 mois. D'autres citoyens pensent qu'un militaire fera un bon Président de transition. Cette divergence dans la façon de voir ne doit pas être un handicap mais plutôt une source de discussion en vue d'un compromis à l'issue des concertations du jeudi 10 et vendredi 11 septembre prochain. Chers ami/es je partage avec vous une proposition d'architecture qui devrait –à mon avis– servir d'organes à la transition :

1. Un Président de la transition de préférence civil (Mais si de façon consensuelle un militaire est désigné cela ne devrait pas être un problème)
2. Un gouvernement de mission dirigé par un militaire (ou obligatoirement un civil avec des pouvoirs étendus, si le Président est un militaire) et composé de 15 postes ministériels dont les principaux seront :
 - Ministère de la défense et de la sécurité intérieure (un militaire)
 - Ministère de l'administration territoriale (Un militaire)
 - Un ministre des finances (un civil d'une OSC)
 - Ministère de la justice (désigné par les magistrats)
 - Ministère de l'éducation (désigné par les syndicats des enseignants)
 - Ministère des affaires étrangères (Un politique)
 - Ministère de la santé (Désigné par les ordres professionnels de santé au Mali)
 - Ministère de l'information et des nouvelles technologies (Un civil issu des OSC y compris faitière des médias)

Les sept autres postes (à définir) seront occupés par des politiques (5 postes) et les militaires (2 postes)

3. Un comité de veille constitué par les autorités morales de la république dont le rôle sera le suivi de la veille de route
4. Une assemblée constituante composée par les forces vives de la na-

Échec du pouvoir d'IBK : « Ce n'est pas que l'échec d'IBK tout seul, c'est notre échec », dicit Bocary Tréta



Le Rassemblement pour le Mali (RPM) a organisé une grande rencontre d'information de ses militants, le vendredi 04 septembre 2020, à l'hôtel de l'Amitié de Bamako. Cette rencontre tenue en prélude aux concertations nationales sur la transition était présidée par le président du RPM, Dr Bocary Tréta, en présence des cadres, militants et sympathisants du parti tisserand. Dans ses mots de bienvenue, Dr Bocary Tréta a fait savoir qu'après la création du Rassemblement pour le Mali (RPM), le 30 juin 2001, le parti a réussi à élire son candidat, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) à la tête du pays en 2013 et en 2018.

Cependant, il reconnaît qu'il y a eu échec dans la gestion du pouvoir. « L'engagement et la dignité avec lesquels le peuple du RPM s'est engagé à fonder l'appareil, se mobiliser, pour conquérir le pouvoir n'ont pas été au rendez-vous dans la gestion du pouvoir. Nous avons produit beaucoup de frustration, beaucoup de frustrés, beaucoup d'insatisfaits. Notre gestion a connu beaucoup de lacunes... C'est un coup d'Etat militaire qui a été perpétré contre nous, contre notre projet. Camarades, il n'y a pas de doute, assumons, c'est notre échec, ce n'est pas que l'échec d'IBK tout seul, c'est notre échec », a souligné Dr Bocary Tréta.

En larme, Dr Bocary Tréta a fait savoir que le bureau politique national du parti a tenté de faire tout son possible pour éviter ce qui s'est passé (le coup de force militaire ayant poussé le président IBK à rendre sa démission). Il a souhaité la cohésion au sein du parti. Il a présenté ses excuses au peuple du RPM. « On aurait pu faire mieux », a-t-il dit. Dans une interview accordée à la presse, le président du parti, Dr Bocary Tréta a laissé entendre que le RPM jouera sa partition pour la bonne réussite de la transition au Mali. A signaler qu'il y a eu des tiraillements entre militants du parti tout juste après les propos introductifs de Tréta. Cette bagarre menée par quelques jeunes est dû au fait qu'aucune mention n'a été faite pour demander la libération de l'honorable Moussa Timbiné, ex président de l'Assemblée nationale du Mali et président du bureau des jeunes du RPM détenu par la junte militaire.

A. S

Source: Journal le Républicain-Mali

tion (politiques, OSC, Autorités morales...). La constituante devrait avoir pour rôle principal de faire réviser la constitution et d'organiser l'élection présidentielle.

Tidiane TOGOLA

Directeur Exécutif de Tiwindi

Grogne sociale : Sit-in du Comité syndical du CICB contre le non-paiement des salaires des employés



Le comité syndical du Centre International de conférence de Bamako (CICB) a publié un communiqué ce lundi 07 septembre 2020, dans lequel il annonce l'organisation d'un sit-in de protestation.

Par cette manifestation, les organisateurs entendent occuper les esplanades du CICB ce jeudi 10 septembre de 09 h à 11h. L'objectif est de protester contre le non-paiement des salaires des trois derniers mois (juin, juillet et août) de l'année 2020 et les arriérés de 2018. À ceux-ci, s'ajoute le non-respect des engagements conclus entre le CICB et d'autres structures pour l'intérêt du service et des travailleurs. Le sit-in intervient le jour d'ouverture de la concertation nationale sur la Transition, qui se poursuivra jusqu'au samedi 12 septembre au Centre international de conférence de Bamako où toutes les forces vives sont conviées.

T. CAMARA

Concertations Nationales : Et les partis politiques ?



Après la dissolution de l'assemblée nationale comment exclure les partis politiques de la concertation nationale parce qu'ils n'ont pas eu de députés. Le ministère de l'administration terri-

COMMUNIQUÉ CONJOINT YELEMA-PACP



Ce Mardi 09 Septembre 2020, au siège du PACP, le Comité Exécutif Central de YELEMA, conduit par son Président, Monsieur Moussa MARA a été reçu par le Bureau Exécutif National du PACP, conduit par son vice président Dr Bréhima TRAORE, accompagné d'une forte délégation et en présence du Président d'honneur Monsieur Niankoro Yeah Samake.. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée dans un climat de cordialité et de fraternité, les deux Partis politiques, à l'aune des excellentes relations qu'entretiennent leurs responsables, ont longuement échangé sur des sujets d'intérêt commun, y compris la situation politique nationale actuelle. A l'issue de ces échanges les deux partis ont convenus de :

- ✓ mettre en place une commission paritaire pour jeter les bases de leur nouvelle collaboration, qu'ils appellent de leurs vœux;
 - ✓ aller ensemble vers d'autres formations politiques pour une synergie d'actions en vue des perspectives à venir pour notre pays,
- La rencontre a pris fin par une déclaration commune des deux partis.
Fait à Bamako le 8 Septembre 2020

Pour YELEMA
Moussa Mara
Pour le PACP
Dr Brahim Traoré

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

toriale se comporte en ennemi du CNSP en les induisant dans une erreur qui va leur coûter très cher. Ces partis politiques qui ont eu des députés sont en grande partie les défenseurs de IBK donc les ennemis du M5-RFP. Le CNSP sera la source d'une nouvelle frustration qui peut leur être fatale. Dans ce cas les conclusions de cette concertation seront rejetées et ne donneront aucune légitimité au CNSP de gérer le Mali. Aboubacar Sibick Fomba président du parti ADEPM.

Mali : Trois morts dans une attaque contre l'armée



Une embuscade contre une patrouille militaire de lutte contre le terrorisme, du 22ème régiment d'Alatona, a fait, mercredi, trois morts, cinq portés disparus et deux véhicules détruits, à environ 2km de leur base, dans le secteur de Diabaly, Région de Ségou (Centre), selon un bilan provisoire fourni par le ministère de la Défense et des Anciens combattants du Mali. Selon la même source, des renforts sont arrivés sur place et les opérations de recherche se poursuivent pour retrouver ceux qui sont portés disparus. Selon des sources sur place, vers 18 heures, on entendait encore des tirs et des balles auraient été ramassées dans le village de Kourouma, localité non loin d'Alatona (Centre). Le département en charge de la Défense « salue avec grand respect la mémoire de ces hommes tombés en opération et morts pour le Mali dans le dur combat contre le terrorisme ».

Il salue aussi « le courage des hommes engagés dans le cadre de l'opération « Maliko » et leur détermination à poursuivre leur mission. Il les assure de l'entière confiance des autorités militaires ».

Tambacounda (Rép Sénégal) : 15 Candidats Au Bac Envoyés En Prison Pour Tricherie Via Whatsapp



L'examen vire au cauchemar pour les quinze candidats au Baccalauréat arrêtés à Tambacounda. Soupçonnés d'avoir mis en place un système pour échanger les corrigés des épreuves, ils ont tous été arrêtés avant d'être placés en garde-à-vue à Tamba.

Onze (11) d'entre eux étaient déclarés admissibles au centre d'examen de Goudiry. Ce sont des membres d'un groupe WhatsApp dans lequel ils auraient partagé entre eux des corrigés des épreuves. Ils vont ainsi passer leur première nuit à la maison d'arrêt et de correction de Tambacounda, puisque c'est vers 20 heures qu'ils ont été placés sous mandat de dépôt par le maître des poursuites.

Selon une radio de la place, une fille prise en flagrant délit a balancé ses autres candidats impliqués. La brigade de gendarmerie de Goudiry les arrêtera ensuite.

Diplomatie : Marque de la solidarité de la Turquie au Mali

Le Ministre des Affaires Étrangères de Turquie a effectué, ce mercredi 09 septembre, une visite de quelques heures à Bamako. Le Chef de la Diplomatie turc est venu témoigner de la solidarité de son pays au peuple du Mali à cette phase cruciale de son histoire.

A sa descente d'avion, il a été salué par le Colonel Malick DIAW, 1er Vice-Président du CNSP et l'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL, Secrétaire Général du MAECI.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



WESTERN UNION

WU

MONEY TRANSFER

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Zone de Manantali du Mali : La campagne agricole promet



Dans la zone agricole de Manantali (Région de Kayes), la pluie a été précoce cette année, contrairement à certaines localités du pays mais la campagne agricole a démarré en retard dans la zone et cela n'a pas eu de conséquences majeures. C'est en tout cas, le constat fait par le chef de zone de l'Agence de développement rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS) de Manantali, Boubacar Sidiki Daou. La zone de Manantali, faut-il le rappeler, est située dans la partie sud du Bassin du fleuve Sénégal dans la zone d'intervention de l'ADRS.

Elle couvre 13 communes du Cercle de Bafoulabé à savoir Bafoulabé, Mahina, Bamafélé, Diokéli, Koundian, Oualia, Tomora, Diallan, Diakon, Kontéla, Sidibéla, Gounfan et Niambia. Ces communes regroupent 218 villages et plus de 200 hameaux. L'ADRS encadre actuellement plus de 40 villages. En la matière, la zone regroupe deux grands périmètres (B et G/H), une station de pompage, deux secteurs et neuf sous-secteurs.

Le secteur de Manantali est composé de quatre sous-secteurs (Bamafélé, Maréna, Koundian et Kobokoto) contre cinq pour Bafoulabé (Mahinading, Gounfan, Oualia, Diallan et Ous-soubidiagna). Les paysans opérant dans ce

vaste secteur agricole se sont, comme à leur habitude, installés tardivement sur les superficies cultivables. Ils sèment généralement à partir du mois de juillet.

«Nous avons reçu deux grandes pluies en mai et juin mais elles n'ont pas permis aux producteurs de commencer les cultures fluviales. Nous avons les cultures fluviales, semi-fluviales et irriguées», explique Boubacar Sidiki Daou. En dépit de ces difficultés, la physionomie de la campagne 2020-2021 est bonne, rassure le technicien.

Au titre des campagnes agricoles de contre saison et de saison 2020 par exemple, il est attendu une production totale (toutes cultures confondues) évaluée à 11.994 tonnes pour une surface totale de 4.729,5 ha, précise le chef de zone. Les paysans ont déjà exploité 2.427 ha, soit 66,67% des prévisions. Pour lui, la part des femmes est estimée à 668 ha, soit 18,35% des prévisions et 27,52 % des superficies déjà cultivées.

Des micro-barrages ont été réalisés dans les bas-fonds aménagés, notamment à Kobokoto Dibatoumania, Fadaha, Diallan, dont la superficie couvre près de 700 ha. Les cultures ont été installées dans ces bas-fonds depuis les premières pluies, indique Boubacar Sidiki

Daou. Même constat dans le périmètre de Mahina qui couvre une superficie estimée à environ 880 ha, dont 200 en cours d'exploitation. L'eau qui y coule en permanence, occupe une superficie de 530 ha, dont 110 ha de riz. Les 420 ha restants sont réservés à d'autres cultures à des fins de diversification. «Les travaux de repiquage y sont en cours. Ils continuent jusqu'en septembre. Il en est de même à Manantali». Certaines cultures sont au niveau des semi germinations. Le riz est par exemple au stade du tallage, alors que le maïs, le mil et le sorgho sont à la montaison.

L'arachide et le niébé sont en phase de germination, tandis que les cultures émergentes sont au stade de la floraison et de la fructification, détaille le chef de zone. Quant à la situation phytosanitaire, elle est relativement calme, dans l'ensemble. Un cas d'attaque de chenille légionnaire avait été signalé sur une surface de deux hectares de maïs dans le périmètre irrigué villageois de Kamankolé, mais il a été traité. Aucun autre cas de maladie n'a été signalé, précise Boubacar Sidiki Daou. L'espoir est donc permis et la production escomptée sera atteinte, si les pluies continuent jusqu'en octobre, ajoute-t-il.

La réussite de la campagne en cours dépendra de la disponibilité d'engrais en qualité et en quantité suffisante. Déjà, des retards sont constatés dans l'approvisionnement de la zone en engrais subventionné. Pour le technicien, la quantité d'engrais mise à disposition est en deçà des besoins des producteurs. Sur un besoin global exprimé à 185 tonnes, seulement 30 tonnes d'engrais subventionnés sont disponibles pour le moment.

N'ayant pas d'autres choix, les producteurs ont acheté l'engrais sur le marché noir à des prix exorbitants, explique Boubacar Sidiki Daou. La zone qui dispose huit motoculteurs, est aussi confrontée à des obstacles relatifs au labour des champs, à cause de l'insuffisance de machines. «Nous avons octroyé cinq motoculteurs aux producteurs, les trois autres appartiennent à des particuliers», détaille Boubacar Sidiki Daou.

Comme conséquence, l'évolution des cultures irriguées dans les deux grands périmètres est relativement lente, constate le technicien. L'acquisition des équipements du Centre agrobusiness dans le cadre du Projet de développement rural intégré de Kita et environs (PDRIK) résoudra en partie le problème de

sous-équipement des producteurs du périmètre G/H de Mahinading.

Interrogé, le président de la Coopérative des exploitants agricoles du périmètre G/H de Mahinadi confirme que le déroulement de la campagne agricole est satisfaisant dans l'ensemble. Cela, malgré les retards constatés dans l'approvisionnement des paysans en engrais, a insisté Founéké Sissoko.

Selon lui, la quantité d'engrais fournie ne couvre pas les besoins mais permettra en grande partie d'améliorer les cultures. Le problème d'équipement agricole est crucial, souligne Founéké Sissoko. «Les paysans ne sont pas en mesure de payer les équipements cette année, parce que l'État n'a pas de programme de subventions». Ces insuffisances ont beaucoup affecté les différentes étapes d'évolution des cultures. Conséquences : les producteurs n'évaluent pas au même rythme.

Concernant le riz par exemple, les paysans qui ont pris de l'avance en labourant leur champ avec les charrues, sont à un niveau évolutif stable. Par contre, ceux qui ont pris du retard sont encore au stade du repiquage. Quant au maïs, il tend vers l'épiaison. Le Projet de développement rural intégré de Kita et environs, un partenaire de l'ADRS, a apporté des équipements pour la zone dont la qualité reste douteuse, pointe Founéké Sissoko, avant d'expliquer que deux des cinq motoculteurs mis à disposition de producteurs n'ont pas fonctionné. Créée en 2011, cette zone est l'une des trois zones d'intervention de l'Agence de développement rural de la vallée du fleuve (ADRS) après les zones de Kayes et Kita. Elle a été restructurée en 2017.

La présence de l'ADRS dans la zone de Manantali vise à contribuer au développement socio-économique des populations rurales par la réalisation des aménagements hydro agricoles à travers les aménagements hydro-agricoles et la mise en valeur des terres dans sa zone d'intervention. Pour atteindre cet objectif, la zone de Manantali a pour missions de faciliter l'organisation et le fonctionnement efficient des dispositifs d'approvisionnement en intrants des exploitations agricoles.

Makan SISSOKO



Mali / L'ancien ministre Moustapha DICKO aux putschistes : **“si vous aimez le Mali, n'entendez pas les sirènes”**

Puisqu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, la seule tentation qui vaille pour vous et qui vous honore et qui couvrira le restant de vos jours de gloire est de reconquérir notre pays, de le débarrasser des terroristes, de créer les conditions du retour à la bonne gouvernance et à un État vertueux. Pour le reste, l'ancien ministre, fort de son expérience, pense qu'il vaut mieux pour nos hommes forts du moment de demander aux forces du changement, le M5-RFP, de leur proposer un schéma de sortie de crise rapide. Il propose la désignation par ces deux forces du changement, en toute urgence, d'un président civil de la transition qui sera secondé par un des membres du CNSP. Ils seront la tête d'un

organe législatif qui se fixera une feuille de route qui permettra de relire le code électoral, la charte des parties et toutes autres dispositions liées aux élections. Voici son opinion qui tient lieu de conseil de doyen !

LE JOUR DE GLOIRE EST SI ÉVANESCENT
À la Conférence nationale de 1992, la question s'invita dans le débat. Fallait-il poursuivre la transition, lui donner plus de temps pour mieux «organiser la gestion future du pays» ou fallait-il rester dans les délais initialement fixés ? C'était visible que les services avaient fait leur travail. C'était visible que des hommes et des femmes avaient été entrepris pour mettre la pression et amener la salle à aller dans le sens de la prorogation. Toute la matinée, la

pression avait été maintenue très forte ! Les tenants de la prorogation, ayant une place confortable dans le déroulement de la Conférence, ayant plus intérêt à conforter cette position dans une transition prorogée que d'aller à des élections libres et transparentes qui ne leur laissent aucune chance ; ils tentèrent de convaincre du bien-fondé de la prorogation. Tous les nerfs étaient à fleur de peau. ATT lui-même était très tendu, ça se voyait à l'œil nu. La chape d'estime, de confiance et d'amour pour le parachutiste chaleureux était inestimable. À son passage ne crient-ils pas partout «ATT, an mbe sa inofe !» ? Il venait de renverser une dictature ; il venait d'arrêter un bain de sang, il venait de sauver, avec ses compagnons, le peuple malien d'une hécatombe certaine, il était populaire d'une popularité, peut-être, n'a jamais été égalée dans notre pays. Ce jour, le Palais de la Culture symbolisait le Mali. Ceux qui y siégeaient étaient «représentatifs» de l'ensemble national. Leur choix, quel qu'il soit, valait plébiscite, incontestablement !

Il y eut la pause.

Dans les couloirs, le débat se poursuivit. Intense ! Souvent vigoureux ! Autour de toutes les tables lors du repas. Les yeux brillaient de passion. Conciliabules ! Concertations ! Apartés ! Le mouvement était fébrile qui préparait le retour en salle.

À la reprise, tous les yeux étaient suspendus aux lèvres du Président du CTSP, transis d'espoir ou d'angoisse, les nerfs tendus, les oreilles ouvertes grandement, la voix d'ATT résonna dans une salle où le temps s'était figé, on pouvait entendre voler une mouche.

D'une voix pathétique, il invita les Maliens à accepter pour une fois de donner «une leçon à l'histoire», de rester sur notre parole donnée et de ne pas proroger la transition ! Au contraire, il souhaite que les conférenciers adoptent nos textes pour qu'on mette en place nos institutions afin de construire au plus vite notre démocratie. À la fin du délai que nous avons fixé, les militaires rentreront dans leurs casernes. Et si un militaire veut venir au pouvoir, qu'il enlève ses galons, qu'il entre en politique dans les conditions prévues. «C'est normal, il faut le dire» finit-il ! Beaucoup de voix s'élevaient pour conseiller le Président du CTSP, dans le sens du respect des engagements. Parmi elles, celle qui résonne encore à nos oreilles, l'immense voix de

Guimba National. Elle te fait rire et rend évident le danger qui te guette : le grand art ! La clameur qui salua la résolution d'ATT était inouïe.

L'homme venait de sauver une deuxième fois son pays. La première ce fut des griffes de la dictature et d'une répression aveugle, la deuxième en posant les jalons de la démocratie naissante.

L'homme est entré une deuxième fois dans l'histoire de son pays et de l'Afrique.

L'histoire de l'homme du 26 mars, culminera un certain 08 juin 1992 où il accomplira le serment de l'officier d'honneur en remettant le pouvoir au premier président démocratiquement élu de la République du Mali, Alpha Oumar Konaré.

Malheureusement, la suite de son histoire n'a rien d'exceptionnel. Celle que décrit magistralement Léon Tolstoy dans «Le Père Serge» (ayant résisté à l'irrésistible, l'ermite succombe devant une tentation qui n'en était pas une et pêche !).

Ne vous leurrez pas, CNSP !

Si vous aimez le Mali, n'entendez pas les sirènes. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. La seule tentation qui vaille pour vous et qui vous honore et qui couvrira le restant de vos jours de gloire est de reconquérir notre pays, de le débarrasser des terroristes, de créer les conditions du retour à la bonne gouvernance et à un État vertueux.

Pour le reste, demandez aux forces du changement, le M5-RFP, de vous proposer un schéma de sortie de crise rapide.

Désignez ensemble de toute urgence un président civil de la transition qui sera secondé par un des membres du CNSP. Ils seront la tête d'un organe législatif qui se fixera une feuille de route qui permettra de relire le code électoral, la charte des parties et toutes autres dispositions liées aux élections.

Il est urgentissime (cela fait bientôt trois mois que le Mali n'en a pas !) de mettre en place un gouvernement, restreint à l'essentiel. Le Premier ministre pourrait être un civil qui bénéficie du potentiel de confiance dont jouissait Zoumana Sacko en 1991 ou le chef de la junte pour veiller à ce que les forces armées et de sécurités soient mises dans toutes les conditions. Et que plus personne ne jouera avec le destin des Maliennes et des Maliens !

Fixez-lui une feuille de route : reconquête de l'intégrité du territoire, retour de l'administra-

tion d'État sur tout le territoire ; tous les services sociaux de base ; faire revenir les réfugiés et les réinstaller dans leur lieu de vie d'origine, créer toutes les conditions du vivre ensemble d'antan.

Mettre en place une Commission d'enquêtes sur les crimes de sang (lors des tueries des derniers événements) et les crimes économiques.

Refaire le fichier électoral, le mettre à jour, préparer les listes électorales, mettre à disposition les cartes Nina et les cartes d'électeurs infalsifiables, publiant tout sur internet. Assurer la participation des groupes armés dans la transition de façon à ce que l'Accord d'Alger et sa mise en œuvre soit au cœur de la réconciliation ; accélérer le DDR en commençant par le Premier D.

Tout cela se fera prioritairement avec le M5-RFP. Bien sûr, les autres forces politiques devraient avoir une certaine participation pour la qualité même des débats et des décisions.

Que les forces qui soutenaient le régime défunt, pour l'essentiel, attendent les joutes électorales que vous rendrez avec les forces du changement, crédibles, transparentes et libres.

Il faut reconnaître que la défaillance fondamentale de notre système politique, c'étaient la mise à l'écart des partis politiques et les élections truquées depuis bientôt deux décennies.

Ces élections frauduleuses, seules, sont la mère de la déstructuration de l'État malien, dont le corollaire est tout le reste : la corruption, la déliquescence des forces armées et de sécurité, de l'administration, de l'école, de la santé, la justice, de nos institutions et, par-dessus tout, des partis politiques et de la société civile, etc.

Gérez la transition avec le M5-RFP, mais n'acceptez surtout pas qu'on relise la Constitution avant que le peuple malien n'envoie par la voie des urnes ses représentants légitimes. Eux seuls peuvent et doivent parler au nom du peuple malien. Et on ne doit y changer que ce qui sera convenu avec le peuple lors des campagnes électorales et de façon claire et nette. On ne doit plus accepter qu'un homme ou un parti vienne changer la loi fondamentale ou toute autre loi ayant un impact direct et important sur notre vie sans en convenir d'abord avec le peuple. Et cela se passe lors des campagnes électorales. Pas quand on a tripotouillé

les élections, quand on a des députés qui vous obéissent au doigt et à l'œil et qui n'ont aucune connaissance de la gravité des textes qu'ils laissent changer ! Cela vaut d'abord et avant tout pour la Constitution. Cela vaut pour le Code de la famille et de la personne, pour la peine de mort, pour le découpage administratif, etc.

La troisième urgence, et d'elle dépendra la suite, c'est l'Accord à signer avec la CEDEAO. Ceci nous permettra de sortir de l'embargo et d'avoir une présence à l'international. Ceci nous permettra de juxtaposer, comme on l'a fait si maladroitement avec «loi fondamentale», le moyen juridique de gérer la transition sans suspendre la Constitution et de rester dans la légalité. Aucune charte ne peut s'imposer à la Constitution, à plus forte raison que ses dispositions priment sur celles de la Constitution. On vous a induits en erreur et vous devriez le rectifier très vite.

Il faut que dans l'accord de la transition, les positions compatibles avec les normes internationales actuelles et qui vous permettent d'avoir l'œil sur tout ce que peut faire la transition pour résoudre les problèmes sécuritaires, reconquérir l'intégrité du territoire national, pour l'organisation correcte d'élections libres et transparentes sur l'ensemble du territoire national.

Le cas burkinabé pourrait servir de jurisprudence. N'eût été la CEDEAO, le général Diendéré aurait renversé le régime de la transition burkinabé. Il l'a réussi d'ailleurs, c'est la CE-



DEAO qui a remis le président Kafando et le Colonel Zida en place.

Il n'y a pas de temps à perdre. Vouloir définir les termes de référence de la transition telle que vous êtes en train de vouloir le faire tend à prouver que vous avez juste tenté une aventure et elle vous a réussi, mais que vous n'avez pas parachevé l'immense travail périlleux, qui a coûté la vie à beaucoup de jeunes maliens, du M5-RFP, comme vous l'annonciez et que vous voulez rester dans cette aventure sans savoir ce que vous voulez pour le Mali, votre pays meurtri.

Le Mali ne se gèrera plus jamais comme ça.

Sauf dans la terreur et dans l'instabilité ! On en a connu d'autres et on sait surtout comment elles ont été balayées !

Et la transition ne devrait pas excéder un an, un an et demi. Plus vite, le terrorisme sera chassé de nos terres, plus la nation malienne vous sera reconnaissante. Plus vite la chienlit créée par la mal-gouvernance s'arrêtera, plus vous aurez mérité de la nation, plus vous aurez rendu son honneur à votre tenue, plus vous aurez vengé nos couleurs nationales, aujourd'hui sous perfusion internationale.

Moustapha Dicko, Ancien Ministre.

An advertisement for Planet Ananas. It features three bottles of the beverage: a large one on the left, a medium one in the center, and a small one on the right. The bottles are filled with a yellow liquid and have labels with the Planet logo and 'Ananas'. The background is a bright, warm orange with a splash of water. The Planet logo is a stylized globe with the word 'PLANET' written across it. Below the bottles, the text reads 'A base d'eau Supermont et de sucre Naturel'.

Mali : De l'illégalité et de l'illégitimité de l'Acte fondamental N°001/CNSP du 24 AOUT 2020

Dans la toute première déclaration lue sur les ondes de l'ORTM, le Colonel Major Ismaël Wagué, porte-parole du CNSP déclare :

« Nous, forces patriotiques regroupées au sein du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), avons décidé de prendre nos responsabilités devant le peuple et devant l'histoire « La société civile et les mouvements socio-politiques sont invités à nous rejoindre pour, ensemble, créer les meilleures conditions d'une transition politique civile conduisant à des élections générales crédibles pour l'exercice démocratique à travers une feuille de route qui jettera les bases d'un Mali nouveau» Dans une interview accordée à la chaîne Africable le 21 Aout 2020, le même porte-parole du CNSP déclare : « je n'aime pas trop parler de terme coup d'Etat dans cette situation. Un coup d'Etat c'est quoi ? C'est une interruption de l'ordre constitutionnel. A ma connaissance, l'ordre constitutionnel est encore en place. Ça veut dire quoi ? que la constitution est là. Le président a dissous l'Assemblée nationale. Ça fait partie de ses prérogatives constitutionnelles. Il a demi le gouvernement ; cela fait partie de ses prérogatives en tant que chef de l'Etat et la constitution est toujours là ».

A l'analyse de ces différents propos, les militaires qui ont pris l'engagement d'assurer la continuité de l'Etat pour donner suite à la démission du Président de la République, sont sensés assurer cette continuité dans le cadre de la constitution en place tel que précisé par eux-mêmes à travers leur porte-parole. Ce qui ne semble point le cas dans la suite des événements.

En n'assumant pas le caractère coup d'Etat de leur acte, les militaires se mettent en difficulté sur le plan juridique...

En n'assumant pas le caractère coup d'Etat à leur acte, les militaires du CNSP crée une insécurité juridique à tous les actes qu'ils po-

sent entre le 19 Août 2020 et le jour de l'adoption de la Charte de la transition avec l'ensemble des forces vives de la Nation. Et la prise d'un acte fondamental, comme l'acte N°001/CNSP du 24 AOUT 2020 n'échappe pas à cela.

En effet, avant sa démission par suite de l'intervention des militaires, le président en exercice avait procédé au remembrement de la cour constitutionnelle et à son installation lors d'une cérémonie solennelle le 10 Août 2020. Même si le décret de révocation des membres de la Cour constitutionnelle pris par l'ancien président était entaché d'illégalité, la cour constitutionnelle ainsi mise en place est une institution de la constitution que les militaires ont bien pris le soin de préciser que celle-ci est maintenue.

Ainsi, quelle légitimité a une autorité militaire, ayant maintenu la constitution en place, à prendre un acte fondamental ? De notre point de vue, aucune. Le CNSP se trouve pris dans son propre piège sur le plan purement juridique en n'assumant pas le caractère coup d'Etat à son acte posé le 19 aout 2020.

A défaut de recourir à la Cour constitutionnelle pour la rédaction d'un tel acte fondamental, l'avis de cette cour était tout au moins requis pour donner au moins un socle juridique légitime. En ne le faisant pas, tous les actes pris par le CNSP en application de cet acte fondamental, pourraient être entachés d'illégalité devant les juridictions nationales ou même sous régionales ou internationales, surtout dans le cas où celles-ci pourraient toucher les droits fondamentaux et les libertés publiques des citoyens.

En assumant le caractère coup d'Etat à leur acte, les militaires se seraient donnés plus de marge de manœuvre sur le plan juridique, même si ceci comporte des risques sur le plan des sanctions...

Il est tout à fait compréhensible que le fait de



ne pas reconnaître le caractère coup d'Etat à leur acte posé, les militaires manifestent une volonté de ne pas faire tomber le pays (le peuple) sous le coup des sanctions sous-régionales, régionales et même internationales. Cependant, force est de constater que nous y sommes.

Cependant, c'est le travail qui est fait rapidement et méthodiquement pour sortir rapidement de la situation, qui manifeste une volonté politique, qui permet soit de réduire les sanctions ou d'en réduire les effets sur le pays.

En assumant le caractère coup d'Etat, les militaires auraient suspendu la constitution et auraient toute légitimité à prendre de tel acte fondamental en incarnant l'autorité hors de tout dispositif de l'actuelle constitution de février 1992.

En incarnant seul l'autorité légitime de l'Etat (comme ils le disent, prenant leur responsabilité), les militaires auraient pu plus facilement prendre en toute responsabilité un acte fondamental, car dans ce cas de figure la Cour constitutionnelle ne serait plus une institution en place du fait de la suspension de la constitution. Cette légitimité aurait pu courir jusqu'à l'adoption de la Charte de la transition avec l'ensemble des forces vives de la Nation.

Il est assez paradoxal de vouloir assumer un pouvoir militaire dans le cadre d'une république (maintien d'une constitution) même en cas de démission du président élu.

Moussa Sidibé
Analyste Politique et Fiscaliste à Paris (France)

Imam Dicko : “Les maliens doivent s'approprier leurs problèmes”

Il a incarné le mécontentement des Maliens contre le président déchu Ibrahim Boubacar Keïta. S'il s'est mis volontairement en retrait depuis que les militaires ont pris le pouvoir le 18 août, l'Imam Dicko conserve une véritable influence en tant qu'autorité morale du mouvement M5-RFP, à la base de la contestation.

FRANCE INTER : Vous avez fédéré autour de vous tout le mécontentement de la population malienne contre Ibrahim Boubacar Keïta, dit “IBK”. Maintenant que le président est parti, qu'attendez-vous des militaires qui l'ont chassé du pouvoir ?

MAHMOUD DICKO : “D'abord, ce n'était pas contre IBK que le mécontentement était dirigé, mais contre le système qu'il incarnait. Je n'avais aucun problème avec le président. Nous partagions beaucoup de choses. Mais le système qu'il incarnait, effectivement, je m'y suis opposé. Et j'ai été très clair avec les militaires. Je leur demandé de travailler avec la population pour, ensemble, tracer la voie et sortir de cette gouvernance qui nous a coûté toutes ces années chaotiques.”

Vous avez remercié les militaires quand ils ont pris le pouvoir. Pourquoi ?

“Tout simplement parce qu'ils ont arrêté quelque chose qui a conduit à ce qui s'est passé le 10, 11 et 12 juillet... Il y a eu mort d'hommes, il y a eu des tirs à balles réelles. Les manifestants allaient continuer, ils n'étaient pas prêts à baisser le bras. On se dirigeait vers une situation d'embrasement. Si cela a pu s'arrêter, tant mieux. Je les ai salués pour ça. Maintenant, je ne les ai pas salués pour qu'ils viennent s'accaparer le pouvoir et nous imposer un pouvoir militaire, pas du tout. Je pense qu'ils comprennent les enjeux. Maintenant, ils doivent trouver le chemin des élections. Inchallah.”

C'est pour cette raison que vous avez dit

aussi qu'ils devaient respecter leurs engagements, le premier consistant à céder le pouvoir à un civil ?

“Oui, bien sûr. On sent chez eux des velléités de garder la main. Personne n'est dupe. Mais qui leur demande de faire ça ? Je n'en sais rien. Mais je leur demande de respecter leur serment et de ne pas penser que le peuple malien va encore, après toute cette lutte, se laisser entraîner dans des arrangements où l'on se partagerait des postes. Il faut bannir ces comportements. Nous sommes vraiment à un tournant, où il faut poser les jalons d'un régime futur, qui va constituer une rupture avec la corruption endémique, un système dans lequel la population malienne manque de tout, de l'éducation à la santé, cette misère noire dans laquelle les gens vivent. L'armée elle-même vit une situation pitoyable. Je crois qu'il s'agit-là d'une chance de restaurer la confiance entre l'armée et son peuple. Parce qu'une armée qui n'a pas la confiance de son peuple ne peut pas faire face à des défis.”

Que pensez-vous de la transition ? Doit-elle être dirigée par un militaire ou par un civil ?

“Je privilégierais un civil parce que je ne souhaite pas que l'on se mette dans une situation qui nous mette en porte-à-faux avec la communauté internationale. Il faut faire en sorte de conserver avec elle de bonnes relations pour qu'elle nous accompagne et que nous puissions vraiment sortir de cette situation.”

Vous pensez à la France en particulier ?

“Bien sûr, la France est un pays avec lequel nous avons une longue histoire. Je l'ai toujours dit, nous avons des relations stratégiques. L'ignorer, c'est faire preuve de myopie politique. Paris a un rôle central à jouer. Mais il nous faut faire que cela se passe au mieux. Il ne faut pas que la France se trompe de cible, de combat, ni de partenaire. Quand les gens voient Paris soutenir des régimes douteux, ils se posent des questions. Se poser



des questions n'est pas la manifestation d'un sentiment antifrançais, mais ils ont souvent l'impression que Paris ne s'intéresse pas à eux”.

Selon vous, combien de temps la transition doit-elle durer ?

“La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a dit douze mois. Peut-être faut-il aller jusqu'à dix-huit mois, au moins pour poser les jalons d'une situation nouvelle, si on en a la volonté. Cela dépend des acteurs qui sont à la manœuvre...”

Le Mali est-il en train de se reconstruire ?

“Je le souhaite. Je pense que les Maliens sont aujourd'hui conscients qu'ils doivent se mettre ensemble pour rebâtir leur pays. Il faut qu'ils s'approprient leurs problèmes, et la lutte contre le terrorisme en fait partie. L'erreur fatale de nos autorités, c'est d'exclure le peuple. Mener une lutte sans impliquer les populations, qui sont les premières concernées, est voué à l'échec. En attendant, les autres [les djihadistes, ndr] font comprendre qu'ils se battent au nom de la population.”

Deux soldats français sont morts ce week-end au Mali. 45 soldats sont décédés au total depuis l'intervention de la France...

“Je présente toutes mes condoléances au peuple français, aux familles endeuillées. Si la France lutte seule, et que les populations ne savent pas pourquoi les soldats meurent ici, elle ne sera pas comprise. Les Maliens doivent mesurer le sacrifice consenti par le peuple français pour leur cause.”

Source: France24



Concertations nationales : Les Maliens vont-ils s'entendre ?

Les travaux de la concertation nationale sur la transition au Mali ont débuté, jeudi 10 août 2020, au CICB. La cérémonie d'ouverture était placée sous la présidence du colonel Assimi Goita, président du CNSP.

Les participants ont entonné l'hymne national du Mali avant les débuts des travaux. Après les événements du 18 août qui ont conduit IBK à la démission, les maliens se retrouvent pour poser les jalons d'un Mali nouveau. Les assises qui se veulent un forum inclusif, dureront trois jours. En toute franchise, les maliens échangeront autour de plusieurs maux qui minent notre gouvernance. L'essentiel des débats se focaliseront sur la durée, l'architecture et les organes de la transition. La concertation va définir la feuille de route et élaborer la charte de la transition. Sans être dans les secrets des Dieux, les participants vont niveler leur position. Le Mali est face à l'histoire, il revient aux maliens de faire mentir les esprits malsains qui prédisaient une

chute libre pour notre pays.

Le ton de cette grande rencontre a été donné Madame le maire de la commune III. Elle s'est dit très heureux de prendre la parole pour souhaiter la bienvenue à tous les participants. Après les riches journées d'échanges qui ont abouti à l'adoption des termes de références. « **Nous voici réunis aujourd'hui par la grâce de Dieu autour des grands axes de la transition qui doivent nous permettre de sortir de cette crise qui nous ruine depuis très longtemps. C'est un rendez-vous historique, nous n'avons pas droit à l'erreur. Nous devons nous ressaisir, nous devons faire notre autocritique. La feuille de route qui doit revoir le redémarrage de l'appareil étatique. Toutes choses qui**

nous permettront, nous responsables des collectivités territoriales de bien assurer les besoins des populations », a-t-elle dit, et d'inviter les membres du comité national pour le salut du peuple gage d'une bonne cohésion sociale.

Le président du Comité national pour le salut du peuple, Assimi Goita, en a profité pour adresser ses sincères remerciement aux participants pour avoir répondu massivement à cette concertation nationale. « **Je profite de cette occasion pour m'incliner devant la mémoire de l'ensemble des victimes militaires et civils tombées sur le champ de l'honneur afin de préserver l'unité nationale. Une pensée particulière et pieuse à l'endroit des soldats tombés suite à des attaques terroristes dans les cercles de Nara et de Ségou, sans oublier les victimes de la répression des manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020. La concertation nationale est l'expression des aspirations légitimes pour une refondation de la nation. Cette refondation se justifie par la recherche d'une bonne gouvernance afin que les préoccupations des citoyens soient au centre de nos poli-**

tiques publiques. La présente concertation est donc l'occasion pour les forces vives de la nation de discuter des préoccupations du moment et de l'avenir. D'une manière générale, il s'agit de diagnostiquer sans complaisance les maux qui minent notre gouvernance afin d'apporter les mesures urgentes et nécessaires. Je ne doute point de l'esprit patriotique de tout un chacun afin nous puissions adopter les bases des réformes politiques et institutionnelles nécessaires à la refondation de notre nation. Nous sommes à un tournant important de notre histoire. Nous devons laisser nos différends de côté et saisir cette opportunité pour bâtir les jalons d'un Mali refondé, l'efficience, la justice sociale sur le travail, un Mali créatif, solidaire ou il fait bon vivre. Nous sommes condamnés à réussir », a-t-il martelé. Et d'ajouter « je tiens à renouveler de notre participer à la mise en place d'une architecture de la transition et cela avec la volonté du peuple malien. Sur ce, je déclare ouvert les travaux de la concertation nationale sur la transition », a-t-il conclu.

Au même moment, plusieurs centaines de citoyens qui se voyaient l'accès refusé manifestaient devant les portes du CICB. L'on distinguait trois groupes sur place : les proIBK,



les membres du M5-RFP et les soutiens au CNSP. A ces trois groupes s'ajoutait les membres du syndicat des travailleurs du CICB qui y faisait un sit-in.

On se demande si le peuple malien va pouvoir s'entendre, si la situation reste ainsi. Ne convient-il pas pour le CNSP de revenir à ses partenaires naturels du M5-RFP pour préparer la transition comme il se doit ?

En tout cas, certains membres de la mouvance présidentielle sous le régime IBK n'ont pas

échappé aux attaques des jeunes en colère devant le CICB. Malgré ce cafouillage, le programme a pu continuer, car, après le retrait des officiels, il y a eu la séance plénière la présentation et la validation du programme, la présentation des objectifs et la répartition des participants entre les différents groupes de travail.

■ Ibrahim Sanogo



Le M5-RFP et les Concertations Nationales : Quand Issa Kaou Djim pète les plombs !



Quelle mouche a-t-elle piqué Issa Kaou Djim hier, au point de se mettre à raconter des inepties sur le M5-RFP, non pas sans se décharger sur les hommes politiques qui animent ce mouvement, et qui constituent en partie ce qu'on appelle le Comité Stratégique du M5 ? En effet, comme s'il était parti au CICB pour uniquement faire son buzz sur les réseaux sociaux, l'homme s'est livré en spectacle devant une poignée de gens, arguant que le M5-RFP était mort... de sa belle mort ! Autant il ne saurait prendre son nombril pour le centre de la terre, autant il ne peut prétendre avoir la capacité de détruire le M5-RFP.

Non, il est trop petit pour ça ! Son geste inique est plutôt une offense pour celui qu'il présente pourtant être son mentor, à savoir l'imam Dicko, le guide, l'« éclairé », le « très respecté », comme il aime lui-même le dire ! En effet, la veille même, c'est-à-dire le mercredi soir, l'imam Dicko déclarait dans l'émission « L'invité » de l'ORTM qu'il était exagéré de dire qu'il y a des dissensions au sein du M5-RFP. Or le comportement de Kaou Djim, quelques heures seulement après, jure avec cette affirmation de l'imam Dicko !

La question aujourd'hui est : ce dernier va-t-il continuer à s'encombrer d'un porte-parole aussi inculte et anarchiste que Issa Kaou Djim, et qui ne cesse de le contrarier en longueur de journée ? La question mérite d'être posée,

car ce n'est pas la première fois que Issa Kaou Djim, de par son tempérament à la limite satanique, met Mahmoud Dicko dans l'embarras. En mars dernier, lorsque Mahmoud Dicko dénonçait les blindés en carton et lançait un appel aux maliens à prendre leur destin en main, Kaou Djim a failli créer d'autres problèmes quand Mahmoud Dicko fut par la suite convoqué au tribunal de la Commune V. En effet, suite à cette convocation, une foule im-

mense s'était massée devant ledit tribunal. Il a fallu que l'imam Dicko vienne en personne calmée cette foule surexcitée. Celui-ci avait à peine quitté les lieux que le belliqueux Kaou Djim s'hasarda à lancer un ultimatum d'une semaine au gouvernement pour gérer les problèmes des maliens. A défaut, il jurait de mettre ce pays à feu et à sang ! Un ultimatum qui tranchait mal avec le discours tenu par l'imam quelques heures plutôt, à savoir qu'il « n'est pas du genre à vouloir mettre ce pays à feu et à sang », et invitait tous les maliens à « savoir raison gardée ».

Que de contradictions donc entre l'imam Dicko et son porte-parole qui semblait d'ailleurs être une habitude bien ancrée chez-eux, car à la veille de chaque événement, c'est Issa Kaou Djim qui sort en premier pour baliser le terrain en des tons pas des plus courtois, et qui jurent le plus souvent avec le calme olympien de l'imam Dicko. Et c'est dans ces sorties qu'il y a souvent de dérapages verbaux, des failles et des contradictions qui irritent nombre de nos compatriotes, auprès desquels Mahmoud Dicko jouit portant du respect et de la considération.

Pour rappel, le 10 février 2019, pour un meeting censé être une tribune de prière et de bénédiction pour le Mali, les maliens ont plutôt découvert des gens déchainés, sous le parrainage du Haut Conseil Islamique que dirigeait encore l'imam Dicko, s'en prendre vertement



Photo A

au régime, qui y avait été du reste sommé de se défaire du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maiga. Ce qui fut fait face à la pression des leaders religieux qui menaçaient cette fois de s'en prendre au Président de la République lui-même.

Encore que c'était toujours le porte-parole de l'imam Dicko qui se fendait des déclarations incendiaires du genre : « **Depuis un moment, l'imam Mahmoud Dicko avait promis de faire appel à tous les Maliens, tout le monde est invité à sortir ce vendredi 5 avril, après la prière, à la place de l'Indépendance. Il s'agit dire les derniers messages au président de la République, il ne s'agit pas cette fois du Premier ministre, mais du président Ibrahim Boubacar Keita... Il ne va pas entendre le message qui lui est adressé, mais il va plutôt le voir... Trop c'est trop. IBK saura que le pays ne lui appartient pas....** »

Ça, c'est le message livré à la veille de la grande mobilisation du 5 avril 2019 sur la Place de l'Indépendance par Issa Kaou Djim. Le même qui, en l'espace de quelques heures, le jour de la convocation avortée de l'imam, transforma la rencontre qui était prévue pour le 6 mars 2020 en une mobilisation visant personne du Président de la République. D'aucuns racontent d'ailleurs que c'est cette sortie gauche de Kaou Djim qui a amené le chérif de Niour à demander à Dicko de surseoir à la marche, car l'événement avait été sorti de son contexte !

Qu'est-ce qui peut donc expliquer ces contradictions entre l'imam Mahmoud Dicko et son porte-parole Issa Kaou Djim ? Le porte-parole se donnerait-il trop de liberté au point de marcher sur les plate-bandes de son patron ? En attendant d'y voir clair, le peuple se noie dans les turpitudes Issa Kaou Djim ... Eh oui, la sortie maladroite de Issa Kaou Djim hier sur les réseaux sociaux met l'imam Dicko difficultés avec ses compagnons du M5-RFP, mais aussi avec le peuple malien dans sa globalité !

Reste une question : Issa Kaou Djim jouit-il de toutes ses facultés mentales ? Ou a-t-il raté une vocation de troubadour ? Koroduga en bambara facile.

■ Yama DIALLO

Quelle transition pour le Mali ? Les maliens n'ont pas voix au chapitre !

Après le changement intervenu le 18 août, c'est de pouvoir intérimaire qu'il s'agit de mettre en place au Mali. Mais, ce sont d'autres qui en décident. Les maliens n'ont pas voix au chapitre. On rase leurs têtes en leur absence au Niger.



Apres trois mois de combat pour sa dignité, le peuple du Mali, sous le leadership du M5-RFP, a pu obtenir la démission de l'ancien président IBK. Il s'est identifié et participé aux luttes héroïques que des personnalités courageuses ont déclenché contre la ploutocratie avec vaillance, abnégation et qui ont fait preuve d'un sacrifice extraordinaire.

Et pour éviter des kidnappings de la part du gouvernement qui avait pris goût aux enlèvements, aux disparitions et assassinats ciblés, l'armée est rentrée dans la danse pour achever le travail. C'est ainsi que, comme chacun sait, IBK, le 18 août 2020, a fini par écouter le peuple qui n'était plus le sien et signer sa lettre de démission. Et ce après avoir dissout l'Assemblée nationale et rayé le gouvernement de la carte de l'existence, le tout conformément aux exigences du M5-RFP.

Dans ce genre de situation, la nouvelle religion de la communauté internationale est le retour à « l'ordre constitutionnel » à travers d'une transition dictée aux pays selon qu'ils soient noirs ou blancs (référence faite au célèbre auteur français). Cette nouvelle religion « Deux

poids, deux mesures » abat son oukase sans pitié sur les pays qui se rendront coupables du « crime imprescriptible » qu'est le coup d'État ; que cela soit vrai ou faux. Car l'arbitraire est roi dans cette nouvelle religion où le mensonge et la malhonnêteté sont également prince et princesse.

Une démission érigée en putsch

Ce cas de figure s'applique au cas malien dans ses deux composantes. D'abord, le Mali est un pays pauvre et il n'est pas puissant. On peut donc le piétiner et il n'est pas puissant. On peut donc le piétiner et il n'est pas puissant. On peut donc le piétiner et il n'est pas puissant. On peut donc le piétiner et il n'est pas puissant.

Malgré tout cela, les scribes de sa majesté Communauté internationale ont inscrit le mot « putsch » dans le casier du Mali. Le coupable du crime abominable doit donc être sévèrement châtié pour enlever toute envie à tout autre peuple pauvre de se dresser contre la



tyrannie. Le rôle de bourreau fut confié à la très zélée CEDEAO l'âne qui tire la charrette. Comme en 2012.

Imposer la thèse du coup d'État, c'est se donner le vernis de droit pour envoyer le peuple du Mali au purgatoire. Et une fois le Mali désigné coupable, la CEDEAO s'est mise au travail. Le pays - brebis galeuse fut immédiatement mis sous embargo total « avec effet immédiat : fermeture des frontières aériennes et terrestres sauf les denrées de première nécessité comme la nourriture, le carburant ou les médicaments, les flux financiers et économiques. Le Mali, qui importe

80% de ses besoins, est tout simplement mis à mort lente par la faim et les maladies et livré sans défense aux terroristes de tous poil : un crime contre l'humanité.

Une fois le changement accompli, la CEDEAO est venue s'enfermer avec le Comité national pour le salut du peuple (CNSL) les militaires qui ont effectué le dernier geste pour obtenir la démission de IBK, avec le couteau de l'embargo sous la gorge, pour lui asséner une liste d'exigences. La CEDEAO a totalement ignoré le peuple malien tout en soutenant qu'elle était venue l'aider, l'accompagner.

Menaces et chantage

Elle a émis des Fatwa à faire respecter par les maliens sans discussion. Elle a élaboré notamment un schéma de transition à imposer aux maliens qui ont juste le droit de dire « Amine, à vos ordres ».

Mais les maliens, de leur côté, ont décidé de la tenue de concertations sur le sujet. L'entrée en matière, la validation des TDR, a coïncidé du reste, le week-end dernier, avec le sommet des chefs d'État dont le plat de résistance fut la transition au Mali. À cette occasion, Mahamadou ISSOUFOU, le président en exercice de la CEDEAO, a tenu des propos peu respectueux pour le peuple malien et continué à proférer des menaces.

ISSOUFOU a laissé clairement entendre que ce que dit le Mali sur le sujet était zéro. Que les maliens auraient juste à obtempérer aux diktats. A savoir, dans l'ordre chronologique, rendre le pouvoir à IBK, le laisser rentrer chez lui, le laisser partir à l'étranger, une transition de 12 mois maximum avec un président et un PM civils. Il a ajouté que les positions de la communauté internationale étaient « calquées » sur celles de la CEDEAO. Comme pour signifier que ne peut arriver aux ânes de la charrette ; qui ne font en fait qu'exécuter

■ Amadou TALL



Dr Aly Tounkara, sur la transition : " Il faut vraiment préparer les esprits à des périodes de calvaires "

En marge des travaux de la concertation sur la transition, Dr Aly Tounkara, directeur du Centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel, revient sur les priorités de la transition. Dans cet entretien, il fait un diagnostic précis de la crise malienne.

Après la démission forcée d'IBK, des concertations nationales sont organisées par la junte.

Dr Aly Tounkara : Après le coup de force qui a conduit au départ du président Ibrahim Bou-bacar Kéita et un nombre important de ses fidèles, les concertations nationales ont été organisées et sont toujours en cours pilotée par le M5. La lecture qu'on peut faire de la situation, un peu, ce sont les concertations qui cherchent à légitimer les actions qui vont être menées par les militaires dans le cadre de la transition. Ces actions ont besoin de la légitimité des Maliens d'où l'élaboration des termes de référence et la validation par ses différentes assises. Sinon quand on interroge clairement l'utilité des assises, malheureusement, ces assises ne vont pas apporter de nouveau. Quand on sait que les termes de références sont très similaires à ceux qui ont caractérisé le Dialogue national inclusif et ont également permis la tenue d'une conférence d'entente nationale. Donc en terme des innovations qui vont être tenues, il n'y aura pas de nouveau. Mais, ces assises vont permettre aux militaires de se légitimer aux yeux de la population. Ils diront qu'on a donné la parole à tous les Maliens du nord comme du sud, à toutes les corporations.

S'agissant de l'architecture de la transition, la Cédéao exige le transfert du pouvoir aux civils. Que pensez-vous de cela ?

Dr A.T. : S'agissant du deuxième point relatif aux injonctions de la Cédéao. A ce niveau également, la Cédéao, a divisé les Maliens entre deux blocs. Il y a un premier bloc qui pense qu'il est important d'être attentif aux doléances de la Cédéao, car les sanctions qui sont infligées, aujourd'hui contre l'Etat central du Mali sont des sanctions qui vont fortement dans la durée, perturber la quiétude des Ma-



liens. Il vaut mieux accepter d'aller vers une transition civile et pour une durée d'un an maximum. Maintenant, les acteurs qui soutiennent cette transition proposée par le Cédéao, je pense qu'ils s'inquiètent plus des conséquences qui peuvent découler du non-respect des recommandations de la Cédéao, notamment les conséquences financières, s'agissant des salaires des fonctionnaires ; des transactions financières avec l'étranger. Tout cela a fait qu'il y a des Maliens qui veulent que les militaires entendent ces sanctions avec prudence et une attention particulière. Maintenant, on a quand même une deuxième catégorie de Maliens qui seraient un nombre important du point de vue numérique, qui pensent que la Cédéao ne tient pas compte du contexte et de la circonstance qui ont amené les militaires à évincer le régime du président Kéita. Le contexte quand on regarde un peu, ce sont quand même des soulèvements orchestrés par le M5, lesquels soulèvements ont dénoncé la mauvaise gouvernance, une distribution de la justice à géométrie variable, les cas de détournement de fonds même ceux alloués à l'achat d'équipement ou à d'autres fins qui devraient permettre aux militaires d'être

bien équipés et de faire face à toutes formes de menaces notamment terroristes. Donc ceux-ci pensent que, quand on regarde tout cela, vouloir et coûte que coûte s'intéresser à la transition sous l'emprise des élections, c'est vraiment de faire fi de toute ces réalités qui ont conduit les militaires à perpétrer le coup d'Etat.

On ne peut pas prétendre apporter des solutions durables à toutes ces demandes légitimes qu'ont les Maliens en respectant les différentes recommandations formulées par la Cédéao. Donc pour ces Maliens, il faut faire dos aux recommandations de la Cédéao et définir une architecture qui soit compatible aux attentes légitimes qu'ont les Maliens vis-à-vis de l'offre sécuritaire, vis-à-vis de la justice, vis-à-vis de la gouvernance et même de la tenue des élections.

Tout cela naturellement va demander un long-temps. Pourvu qu'on va au-delà d'un an. Ce qui n'a pas le bon goût de la Cédéao. Pour ces Maliens, il faut accepter ces sacrifices et privations afin d'arriver à un Mali nouveau, afin d'arriver à un Mali qui serait beaucoup plus autonome vis-à-vis de l'étranger notamment, vis-à-vis de la sous-région. Cela également a

certainement un prix à payer et pour ces Maliens, ce prix vaut mieux que de bâcler la transition ou de réduire la transition aux questions de l'élection. Il vaut mieux sortir de l'ornière qui tant s'inscrit dans une temporalité relativement longue et de ne plus s'incomber dans ces mêmes pièges. Donc pour ces Maliens, les recommandations de la Cédéao n'obéissent pas ou ne correspondent pas aux attentes qu'ont les Maliens vis-à-vis du nouveau Mali qui serait capable de se prendre en charge et de s'autonomiser vis-à-vis de étrangers.

Selon vous, qu'elles sont les priorités du moment ?

Dr A.T. : Les priorités du moment, sont vraiment plurielles. C'est d'où toute la complexité, toute la difficulté, à s'accorder sur la nature et les acteurs qui doivent animer cette transition. Mais à mon avis, il est quand même imprudent de se précipiter et aller vers les élections. De tout réduire aux élections sans pour autant traiter ce que j'appellerais les dossiers pendants. Aujourd'hui, il me paraît impérieux que toutes ces enquêtes liées à l'achat des engrais, à l'achat des équipements militaires, toutes ces enquêtes liées à l'achat même de l'avion présidentiel et d'autres fonds détournés qui sont aussi bien documentés et illustrés dans des rapports sérieux produit à la fois par le bureau du Vérificateur général, et par d'autres instances DGA à cet effet. Ces dossiers brûlants, il faut vraiment les traiter pendant la transition. Or, on ne peut pas se donner un temps si court qui connaît le temps du droit, le temps judiciaire, il est un temps qu'on connaît qualifier de longtemps. Je pense qu'une transition qui ne va pas s'attarder sur ce dossier risquerait de voir un autre Mali, qui serait à la limite dans 6 mois, dans 1 an voire dans 2 ans tomber dans cette même tare aujourd'hui qui sont dénoncés à la fois par les militaires, par le M5 et par un nombre important des Maliens. Donc, je pense qu'il est extrêmement important aujourd'hui que tous ces dossiers pendants soient traités par les militaires durant la transition, une fois que ces dossiers pendants sont traités. Naturellement, on va aller à des élections qui vont être crédibles, apaisés, très consensuelles. Mais lorsque, vous allez engager des démarches consistantes à réduire la transition à la seule tenue des élections. Malheureusement, ceux qui sont reprochés aujourd'hui d'être dans au

cœur de certaine malversation financière, risqueront de se retrouver au sommet de l'Etat. Donc, il faut vraiment avoir l'équilibre nécessaire à comment ne pas trop frustrer les partenaires. Mais dans les mêmes temps, s'assurer que les réponses qui sont apportées aux doléances légitimes qu'ont les Maliens vis-à-vis de la justice, vis-à-vis de la sécurité, que ces doléances soient vraiment satisfaites. Je pense que cela demande aussi quand même toute une somme de privations et de sacrifices devraient être consenties d'abord par l'élite militaire, par ricochet le reste du peuple malien. Donc, ça ne sert à rien de dire que la transition, elle est de nature à une courte période, mais lorsque ces dossiers pendants ne sont pas traités et aboutit. A mon avis, on va juste déplacer le centre de gravité, mais on risque de tomber dans un autre coup d'Etat qui serait plus fallacieux en terme de conséquence que ceux déjà connu par le pays.

Est-ce que l'influence du M5 ne sera pas un obstacle dans les débats de fond ?

Dr A.T. : Oui le M5 aujourd'hui souffre quand même de la constance et de la cohérence quand on écoute, quand on regarde les ténors de ce mouvement. Naturellement, les points de vue commencent à être divergeant. Les points de vue commencent à être même contradictoires. D'où toute la nécessité aujourd'hui, que les militaires et ténors du M5 se retrouvent de nouveau pour se pencher sur ce qui va être proposer comme transition. Reconnaissons quand même qu'on ne pas faire fi de ce que le M5 a apporté dans ce changement qui vient de s'opérer sous nos yeux. Vouloir aussi, mettre le M5 dans la même assiette que les autres mouvements qu'ils soient politiques ou société civile. C'est quand même une erreur historique à ne pas commettre. Mais en dépit du rôle important qu'a joué le M5 dans le changement survenu. Il est important que le M5 à travers ces ténors comprennent qu'on ne peut pas réduire un pays à un mouvement. Cela est extrêmement important. Pour ce faire, je pense que la communication, elle est aujourd'hui nécessaire. Une communication très sincère, une communication constructive entre le M5 et les ténors du pouvoir qui sont les militaires. Une fois que cela est fait, je pense qu'au lieu que le M5 soit source de difficulté, il va être même une force de proposition concrète de sortie de crise.

Quel appel avez-vous à lancer ?

Dr. A.T. : L'appel que j'ai à lancer, c'est de dire qu'attention quelle que soit la formule qui va être retenue. Qu'on s'inscrive dans ce que la Cédéao propose comme solution de sortie de crise ou l'on s'inscrive dans nos propres schémas qui vont consister à ne pas réduire la transition à 12 mois. Je pense quelle que soit l'option retenue. Il est important que les Maliens comprennent que les mois à venir vont être très durs surtout les plans. S'agissant de l'ordre sécuritaire, s'agissant des conditions socio-économiques, s'agissant même du confort matériel, tout cela va se voir réduit, pour des raisons très évidentes qui sont liées au changement. Il est aussi de la responsabilité des élites militaires de réitérer ces temps forts, ces temps durs auxquels le Mali est sensé affronter dans les mois à venir. Donc, vouloir cacher cela aux populations, risquerait même de se retourner contre les militaires. Il faut vraiment préparer les esprits à des périodes de calvaires. Il faut préparer les esprits à des périodes de turbulences, lesquelles périodes de turbulences doivent être gérées par l'abnégation, par le courage et surtout par l'exemplarité. Je pense qu'une fois que ces tentatives d'explications et de compréhensions sont amorcées. Il y va de soi que la transition réussisse. Mais, malheureusement quand on écoute les différents messages qui sont véhiculés par les militaires. Ce sont des messages, qui nous donnent l'impression que ces difficultés qui attendent les Maliens ne sont pas bien expliquées. Quelle que soit l'option retenue qu'on accepte le transfert effectif du pouvoir entre les mains des civils pendant la transition ou que cette transition soit pilotée par un militaire. Les difficultés évidentes sont à surmonter, lesquelles difficultés, il faut vraiment les expliquer aux Maliens. Il faut les préparer à y faire face. Je pense que ce travail d'échange et de communication ou même le cadre substantiel des clarifications établies entre les militaires et les populations. Naturellement, le reste du processus pourrait être amorcé avec succès, avec fierté. Mais sans cette clarification, des mois douloureux qui attendent les Maliens. Je pense qu'on risque d'être déçu davantage qu'on a été avec le Président Kéita.

■ Propos recueillis par Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

L'astrologue Moussa Fomba annonce les événements de 2021 : « Cette année, la gestion des dépôts de transit et final d'ordures engendrera des soulèvements populaires à Bamako »



Après la célébration d'Achoura, le samedi 29 août, marquant le début de la nouvelle année, selon le calendrier musulman, le géomancien Moussa Fomba, en prélude à la cérémonie de lancement de son « San Kibaru » 2021, prévue en novembre ou décembre, a fait certaines révélations sur des événements socio-politiques qui marqueront

l'année 2021.

Pr Moussa Fomba annonce, en effet, que « l'Année 2021 sera une année de bonheur, mais que ce bonheur dépendra en grande partie de nous-mêmes. Nous devons retourner à Dieu. Croire aux paroles de Dieu. Nous allons connaître le bonheur, mais il faut beaucoup de sacrifices et de prières », at-il prévenu.

D'après l'astrologue, la première partie de l'année (à partir de septembre) sera difficile pour le Mali, car les Maliens ne s'entendront pas sur la gestion du pays. Ceux qui n'auront pas gain de cause vont continuer à protester (des marches, des meetings...). Mais, annonce-t-il, c'est dans la deuxième moitié de l'année que les Maliens se retrouveront pour mieux gérer leur patrie.

Le divinateur déclare qu'il y aura des changements rapides et inattendus, cette année, à travers notamment l'instabilité gouvernementale (le gouvernement de Transition qui sera mis en place ne finira pas sa mission sans connaître un réaménagement). Mais, aussi des changements au niveau de la composition et des prérogatives de la Cour Constitutionnelle, la révision du fichier électoral, le code électoral et la charte des partis politiques. Il prédit aussi que l'insécurité ne prendra pas fin cette année. » Nous allons connaître encore beaucoup de morts », a-t-il prévenu.

L'oracle a aussi révélé que 2021 sera marquée par l'égoïsme, la haine, la méchanceté et de conflits, notamment, chez les hommes politiques et entre consanguins.

En outre, il y aura le risque d'une épidémie au niveau des petits animaux (ovins, caprins). Une maladie, qu'on appelle zoonose, transmissible de l'homme aux animaux et vice versa, sévira. Il annonce que la prolifération des oiseaux et criquets migrateurs pourrait nuire à la communauté humaine. Les maladies visuelles et des fièvres, dont les médecins ne pourront pas poser de diagnostics fiables, sévront. Aussi, l'année sera marquée par le décès de vieilles personnes et de personnalités, tandis que la prostitution sera amplifiée.

Par ailleurs, il prédit que la gestion des dépôts de transit et final d'ordures à Bamako engendrera des soulèvements populaires.

Pr. Fomba souligne que le sacrifice pour cette année, pour les moins nantis, est de préparer un repas à l'intention des pauvres.

Rappelons qu'en 2018, le géomancien avait prédit la réélection d'IBK à la présidentielle de 2018 et avait par la même occasion averti qu'il ne pouvait pas dépasser 8 ans de règne pour cause de maladie ou de coup d'Etat. Cette prédiction vient d'être confirmée par le coup de force du 18 Août dernier, perpétré par le CNSP.

Falé COULIBALY

Source : l'Indépendant

Présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire : " Ces élections auront lieu à la bonne date et nous ne transigerons pas là-dessus", assure Sidi Touré, porte-parole du gouvernement



Le gouvernement travaille de façon continue à se rassurer que ces élections auront lieu à la bonne date et nous ne transigerons pas là-dessus" a déclaré Sidi Tiémoko Touré, porte-parole du Gouvernement à l'issue du conseil des ministres qui s'est tenu, mercredi 09 septembre 2020 à la préfecture du chef-lieu de département du Moronou, Bongouanou.

Ces propos sont une réponse au secrétaire exécutif du Pdcj-Rda Maurice Kacou Guikahué qui estimait lors d'une conférence de presse ce mercredi que " "Tant que les conditions d'élections transparentes ne sont pas réunies,

il n'y aura pas d'élections en Côte d'Ivoire". Pour Sidi Touré, " C'est un peu prétentieux de sa part. Il n'a ni la qualité, ni le pouvoir de décider. L'État de Côte d'Ivoire est bien organisé et a des institutions qui travaillent."

À en croire le ministre de la communication et des médias, le gouvernement est train de réunir les conditions au fur et à mesure de la bonne tenue de l'élection présidentielle.

Selon Sidi Touré, les conditions de ces élections sont en bonnes voies " pour que chacun de façon libre, puisse faire son choix". Car "la démocratie ne peut pas faire l'économie d'une élection".

Pour ceux qui espèrent une quelconque transition pour un gouvernement d'ouverture à deux mois de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, il a été clair. "Les voies parallèles pour accéder au pouvoir, c'est fini, c'était le passé. Il faut que les uns et les autres reviennent à la réalité. Et la réalité, c'est présenter son programme de gouvernance politique aux populations. C'est sur ça que les populations les attendent. Tout autre débat n'est que dis-traction" a martelé le ministre.

Cyprien K.

Nigeria : La fin du carburant subventionné suscite des inquiétudes

Le Nigeria a mis fin définitivement aux subventions qui permettait de réguler le prix de l'essence dans le pays. Un dispositif coûteux que le pays « ne peut plus se permettre » selon le président Muhammadu Buhari.

Ces derniers mois, le Nigeria a été forcé de réduire sa production de brut pour faire face à l'effondrement du cours du pétrole. Dans le même temps, le pays importe la quasi-totalité de son carburant de l'étranger. Depuis mars, le prix à la pompe est donc indexé sur le marché. Ce tournant est très mal vécu dans le pays. Malgré une décision politique difficile, le pré-

sident Muhammadu Buhari s'est voulu ferme dans ses déclarations. Le chef de l'État a expliqué ce lundi que le Nigeria n'avait plus « les provisions nécessaires pour continuer à subventionner le carburant (...) si il veut continuer à financer la santé, l'éducation et les autres services sociaux ». Inquiétude chez les Nigériens. Entre 2006 et 2019, les mesures de soutien

aux importations de produits pétrolier ont coûté plus de 27 milliards de dollars à l'État. La suppression de ces aides permettrait d'économiser au moins 2 milliards de dollars par an.

Mais après avoir fortement diminué, le prix à la pompe a recommencé à augmenter régulièrement depuis le mois de juillet, provoquant l'inquiétude des Nigériens.

Une mesure « cruelle »

L'opposition a dénoncé une mesure « cruelle », qui « fait du mal » à la population. Les récriminations sont les mêmes du côté des syndicats qui critiquent « une décision qui va appauvrir les masses et les travailleurs ».

Les distributeurs applaudissent quant à eux la mesure et assurent que ces ajustements seront bénéfiques à long terme pour l'emploi et les investissements étrangers. Ils soulignent aussi que le prix du carburant baissera de nouveau lorsque la production aura redémarré.



Une station-service à Lagos. (photo d'illustration) PIUS UTOMI EKPEI / AFP

Championnat national du Mali : Le CLCM demande l'annulation de la compétition



Le Collectif des ligues et clubs majoritaires (CLCM) de la Fédération malienne de football (Femafoot) a saisi la commission de recours pour l'annulation du championnat national 2019-2020. L'information a été donnée hier par Modibo Coulibaly qui a animé une conférence de presse au Quartier général du Collectif, sis à l'ACI 2000. Quatre autres responsables du Collectif étaient présents à la rencontre : Mamadou Dipa Fané, Boubacar Monzon Traoré, Abba Mahamane et Mamadou Sow.

«Le football malien est en train d'aller tout droit vers une nouvelle crise qui risque d'être plus grave que celle que nous avons connue», a lancé, d'entrée de jeu Modibo Coulibaly.

«Le comité exécutif du bureau fédéral, poursuivra-t-il, dans l'exécution de ses tâches veut coûte que coûte changer le quorum pour que toutes les décisions soient prises en sa faveur». Le secrétaire général du Djoliba dira que le Collectif a signalé l'irrégularité des commissions dès leur mise en place par la Femafoot. «Nous avons signalé l'irrégularité, puisque les commissions indépendantes devaient être mises en place à la suite d'un vote et non d'une nomination.

À partir de ce moment, nous pensons que ces commissions perdent leur légitimité. L'article 86 de nos statuts dit que les commissions indépendantes doivent être élues à la suite d'une assemblée générale, elles ont un mandat de 4 ans et ne peuvent être relevées de leurs postes que par l'assemblée générale. Le même article indique aussi que les fonctions des membres des commissions indépendantes sont gratuites et ne doivent être l'objet d'aucune indemnisation» a expliqué Modibo Coulibaly.

Pour le secrétaire général du Djoliba la Femafoot a commis une autre erreur en décidant de poursuivre le championnat national, notamment le Carré d'as et les Play-offs alors que tous les matches de la 22^e journée n'avaient pas été homologués.

Selon lui, sept matches sur les onze programmés ne se sont pas déroulés et le comité exécutif de la fédération est allé sur le terrain pour constater l'absence des équipes. «à partir de ce moment, a estimé Modibo Coulibaly, ces matches sont considérés comme des matches à litige et ne peuvent être homologués que par la commission de discipline qui, à la date d'aujourd'hui, n'a rendu aucune décision», avant de

marteler que le championnat national et le Carré d'as «seront frappés de nullité».

Le Collectif a déjà saisi la commission recours de la Femafoot, a révélé Modibo Coulibaly en répétant que l'homologation des matches «est un passage obligé», ce que n'a pas fait la fédération, avant la programmation du Carré d'as. Le Collectif espère que le problème sera réglé à l'interne, sinon, Modibo Coulibaly a prévenu, «nous serons obligés de passer devant le Tribunal arbitral du sport».

Le secrétaire général du Djoliba conclura : «Si on laisse ce championnat finir, le Mali va engager des clubs en Coupe d'Afrique des clubs sur la base d'une compétition contestable. Si on se retrouve devant le TAS et que cette juridiction nous donne raison, les clubs engagés par la Femafoot seront exclus des coupes d'Afrique. Pour éviter un tel scénario, nous demandons l'intervention des autorités et de toutes les personnes compétentes pour qu'on trouve une solution à l'interne et épargner à notre football une nouvelle crise qui risque d'être plus grave que celle de 2015».

Affaire à suivre

Boubacar THIERO



Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisantez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.

Promo Modem 4G



Proche de vous

19 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 50%

JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ



4G



Proche de vous

5 Go
offerts



SPIRIT

Jusqu'au 30 septembre 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

